## **MAROC**



## RAPPORT DE SUIVI DE LA SITUATION ECONOMIQUE

Libérer le potentiel du secteur privé pour stimuler la croissance et la création d'emplois

Été 2024



Moyen-Orient et Afrique du Nord

## Rapport de suivi de la situation économique au Maroc

Libérer le potentiel du secteur privé pour stimuler la croissance et la création d'emplois

Été 2024



Région Moyen-Orient et Afrique du Nord

© 2024 Banque internationale pour la reconstruction et le développement/La Banque mondiale 1818 H Street NW Washington, DC 20433

Téléphone : 202-473-1000

Cet ouvrage a été établi par les services de la Banque mondiale avec la contribution de collaborateurs extérieurs. Les observations, interprétations et opinions qui y sont exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de la Banque mondiale, de son Conseil des Administrateurs ou des pays que ceux-ci représentent.

La Banque mondiale ne garantit pas l'exactitude des données citées dans cet ouvrage. Les frontières, les couleurs, les dénominations et toute autre information figurant sur les cartes du présent ouvrage n'impliquent de la part de la Banque mondiale aucun jugement quant au statut juridique d'un territoire quelconque et ne signifient nullement que l'institution reconnaît ou accepte ces frontières.

Rien de ce qui figure dans le présent ouvrage ne constitue ni ne peut être considéré comme une limitation des privilèges et immunités de la Banque mondiale, ni comme une renonciation à ces privilèges et immunités, qui sont expressément réservés.

#### **Droits et autorisations**

Le contenu du présent rapport fait l'objet de droits d'auteur. La Banque mondiale encourageant la diffusion de ses connaissances, ce rapport peut être reproduit, intégralement ou en partie, à des fins non commerciales, à condition que l'attribution de ce travail à la Banque mondiale soit pleinement respectée.

Pour tous renseignements sur les droits et licences, s'adresser au Service des publications de la Banque mondiale : World Bank Publications, The World Bank Group, 1818 H Street NW, Washington, DC 20433, USA; courriel : pubrights@ worldbank.org.

Photos de couverture utilisées avec la permission de Eduardo Lopez/ShutterStock.com (haut), Kittyfly/ShutterStock.com (centre gauche), Hoel/World Bank (Drapeau marocain), et THINK A/ShutterStock.com (bas).

Conception de la mise en page : The Word Express, Inc

## TABLE DES MATIÈRES

Liste des Acronymes	V1
Remerciements	i
Résumé analytique	
Executive summary	
ملخص تنفيذي	X\
1. Développements Economiques Récents	′
La croissance économique s'est redressée	
En dépit d'un environnement international complexe, la performance à l'international de l'écon	iomie
marocaine a été remarquable	
L'orientation macroéconomique a contribué à l'accélération de la croissance économique	
Mais les entreprises et les ménages marocains peinent à se remettre des chocs récents	
2. Perspectives et Risques	13
Perspectives	13
Risques	14
3. La dynamique du secteur privé au Maroc	19
Tendances globales de la productivité	
Facteurs microéconomiques de la productivité dans le secteur privé formel au Maroc	
Incidences sur les politiques	
Références	29
Quelques publications récentes de la Banque Mondiale sur le Maroc	3,
Querques publications recentes de la banque mondiale sur le maroc	
Résumé des chapitres spéciaux des derniers rapports de suivi de la situation économique	33

#### Liste des figures

Graphique 1	Contrairement à la plupart des autres pays comparables, l'activité s'est accélérée en 2023	1
Graphique 2	La contribution de l'industrie manufacturière à la croissance s'est accrue vers la fin de 2023	2
Graphique 3	tout comme la consommation des ménages et la formation brute de capital	
Graphique 4	Part du Maroc dans le tourisme, 2010–2023	3
Graphique 5	Stock par pays (2021)	4
Graphique 6	Flux (2022–2023) par pays	
Graphique 7	Stock par secteur (2021)	4
Graphique 8	Flux (2022–2023) par secteur	4
Graphique 9	Les annonces d'investissements directs étrangers (IDE) pour les projets greenfield	
	ont augmenté	5
Graphique 10	La part du Maroc dans le total des IDE annoncés en Afrique a presque doublé	
	depuis 2018–2019	5
Graphique 11	Les IDE Maroc ont dépassé les pays pairs	5
Graphique 12	La perception du risque-pays du Maroc par le marché s'est nettement améliorée	6
Graphique 13	soutenue par de solides réserves de change	6
	La complexité économique du panier d'exportations marocaines s'accroît	
Graphique 15	Le solde du compte courant s'est réduit en 2023	7
Graphique 16	La taille du secteur public a considérablement augmenté depuis la COVID-19	8
Graphique 17	mais le dynamisme des recettes maintient le déficit budgétaire en baisse	8
Graphique 18	Le processus de désinflation a été relativement rapide au Maroc	9
	malgré un resserrement modeste de la politique monétaire de BAM	
Graphique 20	Le crédit au secteur privé a ralenti en 2023	10
	en particulier pour les crédits à court terme.	
Graphique 22	Les indicateurs du marché du travail se sont considérablement détériorés	11
Graphique 23	la réactivité de l'emploi à l'activité économique a diminué	11
	Variation du poids relatif des composantes des dépenses entre 2024-2026 et 2023	
	Variation du poids relatif des composantes des recettes entre 2024-2026 et 2023	
	Productivité du travail	
Graphique 27	Croissance cumulée de la productivité du travail (2000–2019)	20
Graphique 28	Part de l'emploi par secteur	21
Graphique 29	Contribution de la réallocation sectorielle à la croissance de la productivité	
	du travail (2000–2019)	
Graphique 30	Contribution moyenne à la croissance du PIB	22
Graphique 31	Contribution de la PTF à la croissance (2000–2019)	22
	Densité comparative des entreprises (nombre de SARL par 1 000 habitants ; 2019)	
	Densité d'entreprises à forte croissance (nombre d'EFC par million d'habitants)	
Graphique 34	Une allocation inefficiente ralentit la croissance de la productivité	24
Graphique 35	Les grandes entrenrises ent tendance à être moins productives	24



Liste des table	eaux	
Tableau 1	Principaux indicateurs du secteur touristique au Maroc	3
Tableau 2	Sélection d'indicateurs économiques au Maroc 19-26	17
Liste des enca	adrés	
Encadré 1	Le secteur du tourisme au Maroc après la pandémie de COVID-19	2
Encadré 2	Les IDE au Maroc, une nouvelle génération d'investissements et d'investisseurs ?	4
Encadré 3	Recherches récentes de la Banque mondiale sur la confiance institutionnelle au Maroc	12
Encadré 4	Orientation à moyen terme des finances publiques du Maroc	15

## LISTE DES ACRONYMES

ALEA	Accord de libre-échange	MENA	Moyen-Orient et Afrique du Nord
AMDIE	Agence Marocaine de Développement	MRE	Marocains Résidents à l'étranger
	des Investissements et des Exportations	MTI	Macro, commerce et investissement
AMO	Assurance Maladie Obligatoire	NDM	Nouveau Modèle de Développement
BAM	BAM Bank-Al-Maghrib	OCDE	Organisation de Coopération et de
BM	Banque mondiale		Développement économiques
CCG	Conseil de coopération du Golfe	OIT	Organisation Internationale du Travail
CRI	Centre régional d'investissement	OMTPME	Observatoire Marocain de la très petite,
EFC	Entreprises à forte croissance		petite et moyenne entreprise.
FMI	Fonds Monétaire International	PIB	Produit intérieur brut
GEP	Perspectives Economiques Mondiales	PME	Petites et Moyennes Entreprises
HCP	Haut-commissariat au Plan	POV	Pauvreté
IDE	Investissement Direct Etrangers	PPP	Partenariat Public-Privés
IPC	Indice des prix à la consommation	PTF	Productivité Totale des Facteurs
IR	Impôt sur le revenu	SARL	Sociétés à Responsabilité Limitée
IRA	Inflation Reduction Act	SFI	Société Financière Internationale
IS	Impôt sur les sociétés	TNS	Travailleurs non-salariés
KNOMAD	Global Knowledge Partnership on	TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
	Migration and Development"(KNOMAD)	UE	Union Européenne
MEF	Ministère de l'Économie et des Finances	WDI	Indicateurs du Développement Monde

### REMERCIEMENTS

e Rapport de Suivi de la Situation Economique au Maroc est un rapport semestriel de l'équipe macro de la Banque mondiale sur l'évolution récente de la situation économique et les politiques économiques. Ce rapport présente nos perspectives actuelles pour le Maroc. Il couvre la macroéconomie, la stabilité financière, le développement du secteur privé et le développement humain. Il est destiné à un public large, y compris les décideurs politiques, le secteur privé, les acteurs des marchés financiers, et la communauté des analystes et des professionnels engagés au Maroc.

Le Rapport de Suivi de la Situation Economique au Maroc est un produit de l'unité Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) du département Macroéconomie, Commerce et Investissement (MTI) du Groupe de la Banque mondiale. Le rapport a été préparé par Javier Diaz-Cassou (Economiste principal, MTI), et Amina Iraqi (Economiste, MTI) avec les contributions de Nicolo Dalvit (Economiste, ETIIC), Hind Kadiri (Spécialiste Senior du secteur privé, FCI), Michiel Jean M Van Acoleyen (Economiste associé, IFC), Abel Bove (Spécialiste Senior du secteur public, GOV), Walid Roudani (Consultant, MTI) et Federica Marzo (Economiste senior, POV).

Les auteurs remercient Jesko Hentschel, Ahmadou Moustapha Ndiaye (Directeur pays pour le Maghreb), Eric Le Borgne (Practice Manager, MTI), et Abdoulaye Sy (Lead Country Economist) pour leurs précieux commentaires lors de la révision de ce rapport, ainsi qu'aux hauts fonctionnaires du ministère des Finances. Nous remercions tout particulièrement Ekaterina Georgieva Stefanova (Senior Program Assistant, MTI) pour son soutien administratif. L'équipe exprime également sa gratitude à l'Observatoire Marocain de la TPME pour sa collaboration à la préparation du chapitre spécial inclus dans ce rapport. Les résultats, interprétations et conclusions exprimés dans ce rapport sont ceux du personnel de la Banque Mondiale et ne reflètent pas nécessairement les opinions du Conseil d'administration de la Banque Mondiale ou des gouvernements qu'ils représentent.

Pour plus d'informations sur la Banque mondiale et ses activités au Maroc, veuillez consulter www. worldbank.org/en/country/morocco(Anglais), www. worldbank.org/ar/country/morocco(Arabe), ou www. banquemondiale.org/fr/country/morocco (Français). Pour toute question ou commentaire sur le contenu de cette publication, veuillez contacter Javier Diaz Cassou (jdiazcassou@worldbank.org).

## RÉSUMÉ ANALYTIQUE

#### Libérer le potentiel du secteur privé pour stimuler la croissance et la création d'emplois

La croissance économique s'est redressée. L'économie marocaine a fait preuve de résilience face à divers défis, notamment un ralentissement de l'économie mondiale, un choc inflationniste et le tremblement de terre de la province d'Al Haouz. Malgré ces obstacles, la croissance économique s'est accélérée, avec un une augmentation du PIB de 3,4 pour cent en 2023. Les principaux catalyseurs de cette accélération ont été le rebond du secteur touristique, les niches manufacturières orientés vers l'exportation notamment le secteur automobile et aéronautique, ainsi que la reprise de la consommation privée.

La performance de l'economie Marocaine à l'international a été remarquable. Les annonces de projets d'investissements directs étrangers (IDE) sont en plein essor, ce qui pourrait offrir un potentiel significatif de développement pour le pays. Les indicateurs de risque pays sont une preuve supplémentaire de la confiance qu'inspire le Maroc à l'international. L'impulsion postpandémique de certaines industries à forte intensité capitalistique entraîne une modification substantielle de la composition des exportations marocaines, qui présentent un niveau

de complexité croissant. Le déficit du compte courant a diminué pour atteindre son niveau le plus bas depuis 2007.

L'orientation de la politique macroéconomique a contribué à l'accélération de la croissance économique. La taille du secteur public marocain a considérablement augmenté après la pandémie, ce qui a permis de soutenir la demande globale pendant les chocs récents. La solide performance des recettes publiques, couplée à la maîtrise de certaines dépenses, a permis au gouvernement de réduire le déficit budgétaire. Cependant, la stratégie d'assainissement budgétaire du Maroc repose également sur des opérations de financement innovants, (sale and lease-back), visant à gérer activement le patrimoine immobilier de l'État pour financer les investissements publics, mais qui constituent des recettes non récurrentes et qui créent un flux d'obligations de paiement futures de l'État. Le processus relativement rapide de désinflation au Maroc indique que la réponse prudente de Bank Al-Maghrib au choc des prix récent a été efficace.

Cependant, les entreprises et les ménages marocains peinent à se remettre des chocs récents. Le Maroc connaît une forte augmentation des faillites d'entreprises. Malgré l'accélération de la croissance économique, les performances du

marché du travail sont restées décevantes en 2023, avec près de 200 mille emplois perdus en milieu rural. Reflétant l'impact cumulé des chocs récents sur le bien-être, la consommation par habitant a à peine retrouvé son niveau avant la pandémie. Cependant, le nouveau programme d'aides sociales directes du gouvernement s'annonce comme un soulagement important aux ménages les plus pauvres.

L'économie devrait ralentir légèrement en 2024 en raison d'une mauvaise campagne agricole. La croissance économique devrait tomber à 2,9 pour cent. Cela est dû principalement à une contraction de 3,3 pour cent de la valeur ajoutée agricole en raison des conditions météorologiques défavorables tout au long de la campagne 2023-2024. Le PIB non agricole sera plus résilient, soutenu par une reprise de la demande intérieure et un secteur industriel plus solide. La croissance devrait s'accélérer à partir de 2025, sous l'hypothèse d'une campagne agricole normale. Le déficit du compte courant devrait se creuser pour atteindre 1,5 pour cent du PIB en 2024, tandis que le déficit budgétaire devrait progressivement revenir aux niveaux d'avant la pandémie dans les années à venir.

Ce rapport comprend un chapitre spécial consacré à la dynamique du secteur privé marocain. Il s'appuie sur les résultats d'une analyse menée conjointement avec l'Observatoire Marocain des Petites et Moyennes Entreprises (OMTPME), qui exploite une base de données exhaustive sur les entreprises du secteur formel. Les performances du secteur privé en matière de productivité ont été décevantes, principalement en raison d'une détérioration de l'efficience allocative. Les grandes entreprises ont tendance à afficher une productivité inférieure à celle de leurs homologues de plus petite taille, ce qui donne à penser que les marchés ne récompensent pas suffisamment les entreprises plus efficientes et innovantes. En outre, les Petites et Moyennes Entreprises (PME) marocaines peinent à se développer et la densité des entreprises à forte croissance reste très faible. Il s'agit là d'un aspect problématique du secteur privé, car dans d'autres contextes, il a été démontré que ces entreprises contribuent de manière disproportionnée à la création d'emplois. Lever les contraintes auxquelles est confronté le secteur privé permettrait de surmonter la faible capacité de création d'emplois dont l'économie marocaine a fait preuve ces dernières années.

## **EXECUTIVE SUMMARY**

## Unlocking the potential of the private sector to spur growth and job creation

Economic growth has recovered. The Moroccan economy has shown resilience in the face of various challenges, including a slowdown in the global economy, an inflation shock, and the Al Haouz earthquake. Despite these obstacles, economic growth has accelerated, with real output increasing by 3.4 percent in 2023. The key drivers of this acceleration have been the rebound of the tourism sector, exportoriented manufacturing niches that include automobiles and aeronautics, and a recovery of private consumption.

Morocco's external performance has been remarkable. Booming FDI announcements have the potential to present significant development opportunities for the country. Country risk indicators provide further evidence of the confidence instilled by Morocco internationally. The post-pandemic impulse of some capital-intensive industries is resulting in a substantial change in the composition of Moroccan exports, which are exhibiting an increasing level of complexity. The current account deficit has declined to its lowest level since 2007.

A supportive macroeconomic stance has contributed to the acceleration of economic growth. The size of the Moroccan public sector has grown substantially following the pandemic, sustaining aggregate demand through recent shocks. The solid performance of public revenues coupled with a containment of certain expenditures has allowed the government to reduce the budget deficit. However, Morocco's fiscal consolidation strategy also relies on innovative financing operations (sale and lease-back) which are aimed at actively managing the government's real estate portfolio to finance public investment, but which also constitute non-recurrent sources of revenues, and which create a stream of future payment obligations from the State. Morocco's comparatively rapid disinflation process affirms the effectiveness of Bank Al-Maghrib's cautious response to the recent price shock.

But Moroccan firms and households are struggling to recover from recent shocks. Morocco is witnessing a pronounced increase in business insolvencies. Despite the acceleration of economic growth, the performance of the labor market remained underwhelming in 2023, with almost 200 thousand jobs lost in rural areas. Reflecting the cumulative impact of recent shocks on welfare,

per capita consumption has only barely returned to pre-pandemic level. However, the government's new direct social aid program is poised to provide an important relief for poorer households.

The economy is projected to decelerate moderately in 2024 due to a weak agricultural campaign. Economic growth is projected to fall to 2.9 percent. This is primarily due to a 3.3 percent contraction of agricultural value added given adverse weather conditions throughout the 2023–24 campaign. Non-agricultural GDP will be more resilient, driven by a recovery of domestic demand and a stronger industrial sector. Growth is expected to pick up from 2025 onwards, under the assumption of a normal agricultural campaign. The current account deficit is projected to widen to 1.5 percent of GDP in 2024, while the budget deficit is expected to gradually return to pre-pandemic levels in the coming years.

This report includes a special focus chapter focused on the dynamics of the Moroccan private sector. It is based on the results of an analysis jointly conducted with the Moroccan Observatory of Small and Medium Enterprises (OMTPME) which exploits a comprehensive database on formal firms. The productivity performance of the private sector has been lackluster, primarily due to a worsening of allocative efficiency. Larger firms tend to exhibit a lower productivity than their smaller peers, suggesting that markets are not sufficiently rewarding more efficient and innovative firms. In addition, Moroccan SMEs struggle to grow, and the density of High Growth Firms remains very low. This is problematic feature of the private sector given that in other settings such firms have been shown to disproportionately contribute to job creation. Addressing the constraints facing the private sector would help overcome the disappointing job creation capacity that the Moroccan economy has exhibited in recent years.

## ملخص تنفيذي

#### تحرير إمكانيات القطاع الخاص لتحفيز النمو وخلق فرص العمل

النمو الاقتصادي قد شهد التعافى. أظهر الاقتصاد المغربي القدرة على الصمود في مواجهة التحديات المختلفة، بما في ذلك تباطؤ الاقتصاد العالمي، وصدمة التضخم، وزلزال الحوز. وعلى الرغم من هذه العقبات، تسارعت وتيرة النمو الاقتصادي، حيث ارتفع الناتج الحقيقي بنسبة 3.4٪ في عام 2023. وكانت المحفزات الرئيسية لهذا التسارع هي انتعاش قطاع السياحة، وقطاعات الصناعات التحويلية الموجهة نحو التصدير التي تشمل السيارات والطيران، ، وكذلك مع انتعاش الاستهلاك الخاص.

كان أداء المغرب الخارجي رائعا. يمكن أن تتيح الإعلانات عن الاستثمار الأجنبي المباشر فرصا إنمائية كبيرة للبلاد. وتقدم مؤشرات مخاطر الدولة دليلا إضافيا على الثقة التي يبثها المغرب على الصعيد الدولي. ويؤدي التحفيز بعد الجائحة لبعض الصناعات الرأسمالية الكبيرة بتغيير جوهري في تركيبة صادرات المغرب، مع ازدياد مستوى التعقيد. وانخفض عجز الحساب الجاري إلى أدنى مستوى له منذ عام 2007.

وساهم اتخاذ موقف داعم على صعيد الاقتصاد الكلي في تسريع وتيرة النمو الاقتصادي. وقد نما حجم القطاع العمومي المغري بشكل كبير في أعقاب الجائحة، مما أدى إلى استدامة الطلب الكلي خلال الصدمات الأخيرة. وقد مكن الأداء القوي للإيرادات العامة للحكومة، إلى جانب السيطرة على بعض النفقات من خفض عجز الموازنة. غير أن استراتيجية ضبط أوضاع المالية العامة في المغرب تعتمد أيضا على عمليات تمويل مبتكرة (البيع وإعادة التأجير)، تهدف إلى الإدارة الفعالة للأملاك العقارية للدولة لتمويل الاستثمارات العامة، ولكنها تشكل إيرادات غير متكررة وتخلق تدفقًا لالتزامات الدفع المستقبلية للدولة. وتؤكد عملية خفض التضخم السريعة نسبيا في المغرب فعالية استجابة بنك المغرب الحذرة لصدمة الأسعار الأخيرة.

ومع ذلك، تعاني الشركات والأسر المغربية من صعوبة في التعافي من الصدمات الأخيرة. يشهد المغرب زيادة واضحة في حالات الإعسار

التجاري. وعلى الرغم من تسارع وتيرة النمو الاقتصادي، ظل أداء سوق العمل مخيبا للآمال في عام 2023، مع فقدان ما يقرب من 200 ألف وظيفة في المناطق الريفية. وتجسيدا للأثر التراكمي للصدمات الأخيرة على الرفاهة، نجد أن نصيب الفرد من الاستهلاك لم يعد إلا بالكاد إلى مستواه ما قبل الجائحة .و مع ذلك، فإن البرنامج الجديد للدعم الاجتماعي المباشر الذي تنفذه الحكومة يقدم تخفيفاً مهماً للأسر الأكثر فقراً.

ومن المتوقع أن يشهد الاقتصاد تباطؤا معتدلا في عام 2024 بسبب ضعف المحصول الزراعي . ومن المتوقع أن ينخفض معدل النمو الاقتصادي إلى ٪2.9. ويرجع ذلك في المقام الأول إلى انكماش القيمة المضافة الزراعية بنسبة ٪3.3 نظرا للظروف المناخية السيئة طوال حملة الصمود مدفوعا بتعافي الطلب المحلي وقوة القطاع الصناعي. ومن المتوقع أن ينتعش النمو اعتبارا من عام 2025 فصاعدا، بافتراض حملة زراعية الناتج المحلي في عام 1.5% من إجمالي الناتج المحلي في عام 2024 في حين يتوقع أن يعود عجز الموازنة تدريجيا إلى مستويات ما قبل الجائحة في السنوات القادمة.

ويتضمن هذا التقرير فصلا خاصا يركز على ديناميكيات القطاع الخاص المغربي. ويستند هذا التقرير إلى نتائج تحليل أجري بالاشتراك مع المرصد المغربي للمقاولات الصغيرة جدا والصغيرة والمتوسطة والذي يستغل قاعدة بيانات شاملة عن الشركات الرسمية. وكان أداء إنتاجية القطاع الخاص ضعيفا، ويرجع ذلك أساسا إلى تدهور الكفاءة التخصيصية. ويبدو أن الشركات الكبيرة تظهر إنتاجية أقل من نظرائها الأصغر حجماً، مما يشير إلى أن الأسواق لا تكافئ بشكل كاف الشركات الأكثر كفاءة وابتكاراً. بالإضافة إلى ذلك، تعاني الشركات الصغيرة والمتوسطة المغربية من صعوبات في النمو، وتظل كثافة الشركات ذات النمو العالي منخفضة جداً. وهذه سمة إشكالية للقطاع الخاص بالنظر إلى أنه في سياقات أخرى تبين أن هذه الشركات تساهم بشكل غير متناسب في خلق فرص العمل. وسيساعد معالجة القيود التي يواجهها القطاع الخاص في زيادة القدرة الضعيفة في خلق فرص الشغل التي أظهرها الاقتصاد المغربي في السنوات الأخيرة.



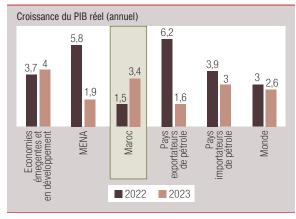
## DÉVELOPPEMENTS ECONOMIQUES RÉCENTS

#### La croissance économique s'est redressée

Malgré des vents contraires, la croissance économique s'est accélérée en 2023. L'année dernière a continué d'être marquée par des conditions difficiles, notamment un ralentissement généralisé de l'économie mondiale, un choc inflationniste, des précipitations inférieures à la moyenne et le tremblement de terre dévastateur de la région d'Al Haouz. Témoignant une fois de plus de la résilience de l'économie marocaine, cette situation n'a pas entravé la croissance du PIB qui s'est accrue de 1,5 pour cent à 3,4 pour cent contrairement au déclin observé dans le monde et dans la plupart des groupes de pays représentés dans le graphique 1. Vers la fin de l'année, le dynamisme économique s'est considérablement redressé, et certains indicateurs suggèrent que cette dynamique positive s'est maintenue au cours des premiers mois de 2024. Néanmoins, l'économie marocaine a progressé à un rythme inférieur à la moyenne des économies émergentes et en développement (graphique 1).

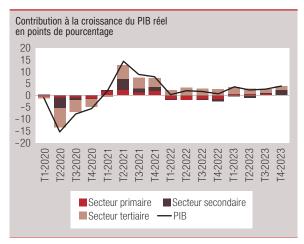
La reprise de l'activité économique s'est caractérisée par des évolutions contrastées selon les secteurs et les composantes de la demande. Malgré des conditions climatiques défavorables, la valeur ajoutée de l'agriculture a augmenté de 1,4 pour cent, principalement grâce à un effet de base, car la production a partiellement repris après la sécheresse sévère de 2022. L'industrie a enregistré une modeste croissance globale de 1,3 pour cent, masquant d'importantes variations entre les secteurs : contraction des secteurs de phosphates et de la construction, qui

GRAPHIQUE 1 • Contrairement à la plupart des autres pays comparables, l'activité s'est accélérée en 2023



Source : Perspectives Economiques Mondiales – Janvier 2024, calculs Banque Mondiale.

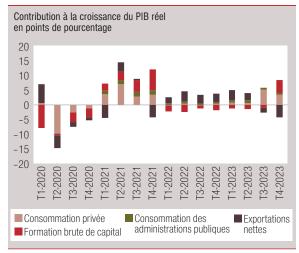
GRAPHIQUE 2 • La contribution de l'industrie manufacturière à la croissance s'est accrue vers la fin de 2023...



Source: HCP et calculs de la Banque mondiale.

contraste avec des taux de croissance à deux chiffres de la valeur ajoutée des secteurs de l'automobile et de l'électronique. La contribution du secteur manufacturier à la croissance globale du PIB s'est nettement accrue au dernier trimestre de 2023 (graphique 2). La poursuite de la reprise du secteur de tourisme (voir encadré 1) a largement contribué à la bonne performance du secteur des services, qui a progressé de 4,4 pour cent. Du côté de la demande, la formation brute de capital fixe a augmenté de 1,5 pour cent, affichant un dynamisme croissant au cours des derniers mois de l'année (graphique 3). Malgré le choc

GRAPHIQUE 3 • ...tout comme la consommation des ménages et la formation brute de capital



Source: HCP et calculs de la Banque mondiale.

inflationniste, la consommation privée a augmenté de 3,7 pour cent en 2023.

En dépit d'un environnement international complexe, la performance à l'international de l'économie marocaine a été remarquable

L'économie marocaine renforce sa position internationale. La succession de nouveaux projets d'IDE annoncés ces derniers mois laisse entrevoir que le

#### ENCADRÉ 1 : LE SECTEUR DU TOURISME AU MAROC APRÈS LA PANDÉMIE DE COVID-19

Le tourisme occupe une place importante dans l'économie marocaine, représentant une source significative de revenus, d'emplois et de devises pour le pays. Selon le dernier compte satellite du tourisme publié par le HCP, le secteur contribue à environ 7 pour cent du PIB marocain. Son impact économique réel pourrait être encore plus important en raison de ses nombreuses interconnexions et de ses effets multiplicateurs dans divers autres secteurs. Le tourisme fournit plus d'un demi-million d'emplois directs, soit environ 5 pour cent de la population active. Comme illustré dans le tableau 1, à l'exception des années de crise sanitaire, le secteur a généré des recettes en devises qui ont oscillé autour de 6 à 7 pour cent du PIB au cours des deux dernières décennies, malgré une diminution de sa part dans les exportations totales. Le Maroc a enregistré une croissance annuelle moyenne de sa capacité d'hébergement d'environ 5,3 pour cent, bien que les dépenses réelles par touriste aient diminué.

L'industrie touristique marocaine a connu un nette reprise après l'assouplissement des restrictions de voyage liées à la crise de COVID-19. En 2022, les arrivées touristiques avaient déjà dépassé les niveaux moyens des années 2010, atteignant un nouveau record en 2023 avec 14,5 millions touristes étrangers et 104,7 milliards de dirhams de recettes. Ce regain s'explique principalement par la demande accumulée qui a été libérée après la fin de la pandémie sur les marchés émetteurs, ainsi que par un afflux massif de la diaspora marocaine qui avait été

(suite à la page suivante)



#### ENCADRÉ 1 : LE SECTEUR DU TOURISME AU MAROC APRÈS LA PANDÉMIE DE COVID-19 (suite)

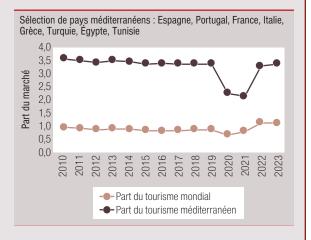
TABLEAU 1 • Principaux indicateurs du secteur touristique au Maroc

	0000 0040	0040 0040	0000	0004	0000	0000
	2000-2010	2010-2019	2020	2021	2022	2023
Arrivées touristiques (millions)	6,2	10,5	2,8	3,7	10,9	14,5
dont diaspora marocaine	3,0	5,0	1,4	3,4	5,8	7,3
Recettes touristiques (% du FIB)	6,6%	6,2%	3,2%	2,7%	7,1%	7,2%
Recettes touristiques (% des exportations de biens et services)	23,4%	19,6%	10,2%	8,2%	15,7%	16,7%
Dépense moyenne par touriste [dirhams réels)	7,379	5,766	11,722	8,132	7,124	5,613
Capacité d'hébergement – nombre de lits	115 571	223 877	276 546	279 635	283 283	290 833

limitée dans ses déplacements en 2020 et 2021. Par conséquent, la valeur ajoutée des activités d'hébergement et de restauration a augmenté de 68 pour cent en 2022 et de 23,5 pour cent en 2023.

Malgré les tendances récentes, le Maroc n'a pas augmenté sa part de marché parmi ses concurrents du bassin méditerranéen. Les statistiques de l'Organisation Mondiale du Tourisme montrent que le Maroc a réussi à augmenter légèrement sa part de marché mondial en 2022 et 2023, passant de 0,9 pour cent du total des touristes transfrontaliers avant la pandémie à environ 1,1 pour cent. Sa part de marché dans le bassin méditerranéen est restée inchangée à près de 3,4 pour cent, ce qui suggère que le Maroc n'a pas surpassé ses concurrents plus proches au cours de ces années (graphique 4). Selon l'Organisation mondiale du tourisme, le tourisme mondial devrait retrouver les niveaux d'avant la pandémie en 2024, après quoi les taux de croissance annuels devraient revenir aux tendances à long terme. À moins que le Maroc ne parvienne à accroître sa part de marché, la performance du secteur du tourisme devrait suivre une trajectoire similaire.

GRAPHIQUE 4 • Part du Maroc dans le tourisme, 2010-2023



Source : Office des changes, Ministère du Tourisme, Observatoire du tourisme, Statistiques financières internationales du FMI, Organisation mondiale du tourisme, calculs Banque mondiale.

pays devient de plus en plus attrayant pour les investisseurs étrangers. Les spreads souverains faibles et la stabilité de la monnaie sont des signes supplémentaires de la confiance qu'inspire l'économie marocaine a l'international, soutenue par d'importantes réserves de change. Le dynamisme des exportations manufacturières et de services, ainsi que les transferts des Marocains Résidants à l'Etranger (MRE) ont contribué à une nette amélioration du solde courant.

Les annonces de projets d'IDE sont en plein essor, ce qui pourrait offrir un potentiel significatif de développement pour Maroc. Malgré la contraction des flux d'IDE en 2023, de nouveaux projets de grande envergure ont continué d'être annoncés, ce qui suggère que le Maroc pourrait connaître une augmentation des investisssements directs étrangers (encadré 2). Il est communément accepté que les IDE peuvent stimuler la croissance économique et le développement en apportant des capitaux, des technologies de pointe et une expérience en matière de gestion, améliorant ainsi la productivité et la compétitivité de l'économie bénéficiaire. Mais l'abondante littérature empirique sur le sujet ne fournit pas des preuves concluantes sur l'impact positif de l'IDE sur la croissance dans les pays en développement (Bénétrix, Pallan et Panizza, 2023). Néanmoins, il existe des cas probants où la

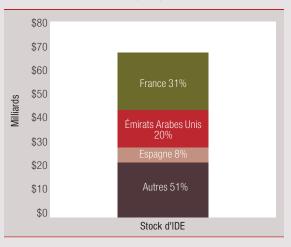
 $<sup>^{\</sup>it a}$  Source: Compte satellite du tourisme de 2019, HCP.

#### ENCADRÉ 2 : LES IDE AU MAROC, UNE NOUVELLE GÉNÉRATION D'INVESTISSEMENTS ET D'INVESTISSEURS ?

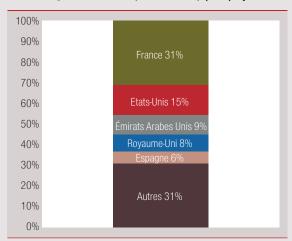
La fragmentation géoéconomique mondiale, conjuguée aux avantages uniques du Maroc en termes de situation géographique, d'accords commerciaux, de potentiel en énergies renouvelables, d'infrastructures solides et d'environnement stable, pourrait être à l'origine d'un changement fondamental dans le potentiel d'attraction des IDE du pays. Cet encadré met en évidence certains indicateurs qui laissent penser que ce changement est en cours : une forte augmentation des projets d'IDE entièrement nouveaux annoncés, également de la part d'investisseurs non traditionnels, et une modification de la composition des investissements. Les facteurs d'incitation qui pourraient être à l'origine de ces tendances sont les perturbations récurrentes des chaînes d'approvisionnement et un intérêt accru de la part des entreprises transnationales pour le renforcement de la résilience opérationnelle par le biais de la relocalisation ou de la délocalisation amicale (friend-shoring). Les facteurs d'attraction comprennent la proximité géographique du Maroc avec les principaux marchés, un système de gestion macroéconomique et d'infrastructure solide, les récents efforts du gouvernement pour améliorer le paysage de promotion des investissements du pays, a un vaste potentiel d'énergie renouvelable et un réseau diversifié d'accords de libre-échange (ALE). En fait, le Maroc se distingue comme le seul pays africain à avoir conclu des accords de libre-échange avec l'UE, le Conseil de coopération du Golfe (CCG) et les États-Unis, ce dernier permettant aux investisseurs de bénéficier des incitations de "Inflation Reduction Act", notamment pour certaines chaînes d'approvisionnement telles que les composantes de batteries. Dans ce contexte, le Maroc apparaît comme une porte d'entrée attractive pour la localisation des services, la finition et la réexportation de biens vers les marchés d'Afrique, d'Europe, des États-Unis et du Moyen-Orient.

Les recettes brutes d'IDE récemment réalisées ont diminué à la suite de la pandémie. Selon l'Office des Changes, les IDE bruts ont représenté en moyenne 3,2 pour cent du PIB entre 2012 et 2022. Ces entrées ont chuté à 2,3 pour cent du PIB au cours de la première année de

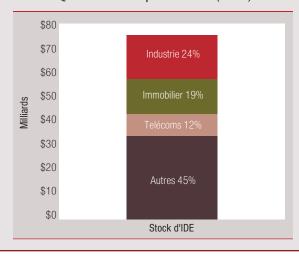
GRAPHIQUE 5 • Stock par pays (2021)



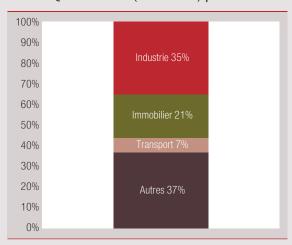
GRAPHIQUE 6 • Flux (2022-2023) par pays



GRAPHIQUE 7 • Stock par secteur (2021)



GRAPHIQUE 8 • Flux (2022-2023) par secteur



(suite à la page suivante)



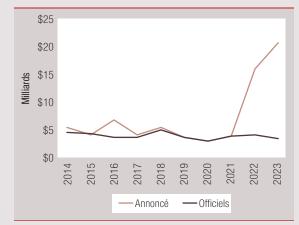
#### ENCADRÉ 2 : LES IDE AU MAROC, UNE NOUVELLE GÉNÉRATION D'INVESTISSEMENTS ET D'INVESTISSEURS ?(suite)

la pandémie, mais sont remontées à 3 pour cent du PIB en 2022, avant de s'ajuster à 2,2 pour cent du PIB en 2023. Fin 2021, les pays européens et les Émirats Arabes Unis représentaient respectivement plus de 60 pour cent et environ 20 pour cent du stock d'IDE. L'industrie manufacturière représente 24 pour cent de ce stock (dont 37 pour cent dans le secteur automobile), suivie par l'immobilier (19 pour cent), les télécommunications (12 pour cent) et le tourisme (9 pour cent). Des données plus récentes indiquent que l'origine et la composition sectorielle des IDE ont quelque peu évolué. En 2022–2023, les États-Unis sont devenus le deuxième plus grand investisseur, représentant 15 pour cent du total des IDE, contre une part historique de 5 pour cent dans le stock des IDE. En outre, la part des IDE du secteur industriel est passée à 35 pour cent, avec des investissements particulièrement importants dans les secteurs chimique et pharmaceutique.

#### Cependant, les annonces d'IDE sont en forte hausse, marquées par l'entrée en force de la Chine comme investisseur majeur au Maroc.

Les nouveaux projets *greenfield* d'IDE annoncés par des entreprises internationales ont plus que quadruplé, passant de 3,8 milliards de dollars en 2021 à 15,6 milliards de dollars en 2022 et 20,4 milliards de dollars en 2023. La Chine est devenue le nouvel investisseur principal, représentant 29 pour cent de toutes les dépenses d'investissements en IDE *greenfield* annoncées pour 2022–2023.

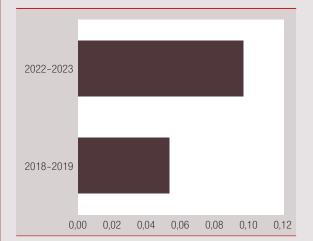
GRAPHIQUE 9 • Les annonces d'investissements directs étrangers (IDE) pour les projets greenfield ont augmenté



Source: FDI Markets, un service du Financial Times Ltd., et Office des changes, calculs et analyses de la SFI.

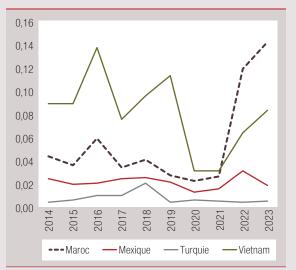
tandis que les pays européens et les Émirats Arabes Unis représentaient respectivement 53 et 6 pour cent, et les États-Unis seulement 1 pour cent. De nouvelles technologies et de nouveaux secteurs émergent également. Les énergies renouvelables restent importantes, car de nouveaux projets d'hydrogène vert à grande échelle ont été annoncés. Parallèlement, la fabrication électronique est devenue le deuxième secteur cible (19 pour cent), tirée par la production de composants de batteries pour véhicules électriques. Les données montrent également que les dépenses d'investissement moyennes par projet annoncé ont bondi à environ 210 millions de dollars en 2022–2023, contre 48 millions de dollars en 2018–2019.

GRAPHIQUE 10 • La part du Maroc dans le total des IDE annoncés en Afrique a presque doublé depuis 2018-2019 (% du total des annonces d'IDE en Afrique)



Source : FDI Markets, un service du Financial Times Ltd., et Office des changes, calculs et analyses de la SFI.

GRAPHIQUE 11 • Les IDE Maroc ont dépassé les pays pairs (annonces IDE en pourcentage du PIB)



Source: FDI Markets, un service du Financial Times Ltd., et Office des changes, calculs et analyses de la SFI.

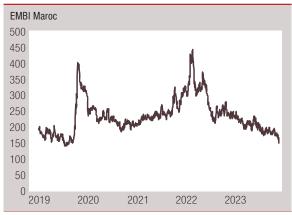
(suite à la page suivante)



#### ENCADRÉ 2 : LES IDE AU MAROC, UNE NOUVELLE GÉNÉRATION D'INVESTISSEMENTS ET D'INVESTISSEURS ?(suite)

La solide performance du Maroc pour attirer les projets d'IDE en 2023 contraste avec le ralentissement général observé en Afrique, tout en dépassant celle d'autres destinations de *nearshoring*. La valeur totale des dépenses d'investissement annoncées à travers le continent a diminué de près de 10 pour cent en 2023, passant de 196 milliards de dollars en 2022 à 176 milliards de dollars. La part du Maroc en Afrique en termes de valeur des annonces d'IDE a ainsi bondi à près de 10 pour cent sur 2022–2023, contre environ 5 pour cent en 2018–2019. En conséquence, le pays est entré à la tête des trois destinations africaines pour la valeur cumulée des annonces d'IDE depuis 2014. La Turquie et le Mexique, deux destinations comparables pour la délocalisation de proximité (nearshoring), n'ont pas enregistré une augmentation soutenue similaire des annonces d'IDE greenfield en 2022 et 2023 (graphique 11).

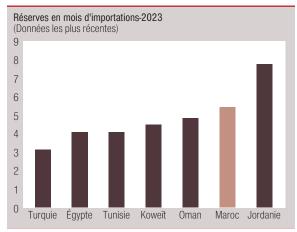
GRAPHIQUE 12 • la perception du risque-pays du Maroc par le marché s'est nettement améliorée...



Source: Bloomberg.

contribution des IDE au développement est largement reconnue, comme à Taïwan, à Singapour et dans diverses provinces chinoises. Au-delà de veiller à ce que les projets d'IDE annoncés finissent par se concrétiser, les autorités marocaines devraient donc donner la priorité aux politiques visant à absorber les retombées positives qui pourraient émaner des investissements à venir. Pour ce faire, il faudrait accorder une attention renouvelée à l'apport de technologies et de savoir-faire apportés par les entreprises transnationales, au développement des chaînes de valeur locales qui peuvent fournir les entreprises étrangères investissant dans les projets d'IDE et, plus généralement, à l'élimination des contraintes structurelles auxquelles sont confrontées les entreprises marocaines, en particulier les petites et moyennes entreprises (voir chapitre 3).

GRAPHIQUE 13 • ...soutenue par de solides réserves de change



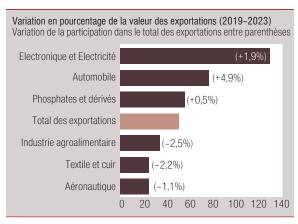
Source: Haver Analytics.

Les indicateurs de risque pays sont une preuve supplémentaire de la confiance qu'inspire le Maroc à l'international. Le spread des obligations souveraines, relativement faible, a considérablement réduit au cours des derniers trimestres, passant d'un pic de 441 points de base en mi-juillet 2022 à 186 points de base en moyenne au premier trimestre de 2024, soit un niveau proche des niveaux d'avant la pandémie (graphique 12). Cela a facilité l'accès souverain aux marchés financiers internationaux, comme en témoigne la forte sursouscription des récentes émissions obligataires, même lors de périodes d'incertitude économique mondiale, comme ce fut le cas en mars 2023. La confiance du marché financier international dans l'économie marocaine a probablement été renforcée par de solides réserves de change. En



<sup>&</sup>lt;sup>a</sup> Le ministère de l'Investissement, de la Convergence et de l'Évaluation des politiques publiques a été créé en 2021 pour augmenter de manière proactive les IDE dans les secteurs stratégiques. En outre, les autorités ont mis à jour la Charte des Investissements en 2022, élargissant les incitations à l'investissement étranger, et des changements institutionnels ont assuré une intégration plus étroite entre l'Agence Marocaine de Développement des Investissements et des Exportations (AMDIE) et les 12 centres régionaux d-investissement (CRI).

GRAPHIQUE 14 • La complexité économique du panier d'exportations marocaines s'accroît

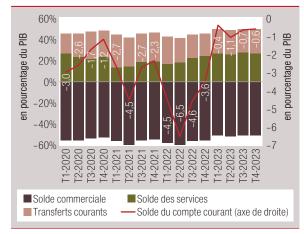


Source: Office des Changes et calculs Banque mondiale.

effet, en février 2024, le Maroc figurait parmi les économies de la région MENA disposant du plus grand stock d'avoirs officiels de réserves (graphique 13) et a longtemps réussi à maintenir un taux de change stable sans recourir à des interventions sur le marché des changes. Les 5 milliards de dollars mis à disposition au titre de la Ligne de Crédit Modulable, le mécanisme financier de précaution du FMI réservé aux pays dont les fondamentaux sont très solides, ont ajouté une protection supplémentaire contre les chocs extérieurs. Dans ce contexte, Standard & Poor's a récemment révisé ses perspectives pour le Maroc à la hausse à BB+/B, ce qui suggère des progrès vers la récupération de la qualité d'investissement perdue pendant la pandémie de Covid-19.

L'impulsion post-COVID de certaines industries à forte intensité capitalistique entraîne un changement substantiel de la composition des exportations marocaines. Les exportations d'équipements de transport ont augmenté de 76,9 pour cent par rapport à l'année précédant la pandémie de COVID-19, tandis que les exportations de produits électroniques ont progressé de près de 129 pour cent (graphique 14). En conséquence, la part de ces deux groupes de produits dans les exportations totales est passée de 31,8 à 38,6 pour cent. En 2023, la dynamique soutenue de ces exportations a été compensée par la sous-performance des phosphates (une baisse de 34,1 pour cent) après une année 2022 exceptionnelle. Dans l'ensemble, ces changements

GRAPHIQUE 15 • Le solde du compte courant s'est réduit en 2023

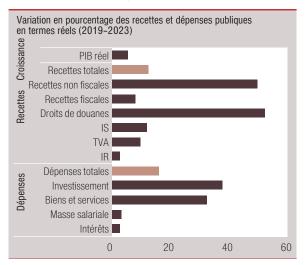


Source: Office des Changes et calculs Banque mondiale.

dans la composition du panier des exportations du Maroc suggèrent que son économie progresse dans le spectre de la complexité à la suite de la pandémie de COVID-19, ce qui s'est avérée être un puissant moteur de développement à long terme (Hidalgo et Haussman, 2009). D'autre part, le fait que les industries orientées vers l'exportation qui émergent sont à forte intensité capitalistique pourrait contribuer à expliquer les performances décevantes de création d'emplois de l'économie marocaine (voir ci-dessous).

Le déficit du compte courant a diminué pour atteindre son plus bas niveau depuis 2007. Le compte courant a clôturé l'année 2023 à seulement 0,6 pour cent du PIB, contre 3,6 pour cent du PIB en 2022 et une moyenne de 3,7 pour cent au cours de la dernière décennie. Cette amélioration est principalement due au dynamisme des exportations de services et de marchandises clés, ainsi qu'à une réduction de 20,4 pour cent des importations d'énergie, soit l'équivalent de près de 2,2 pour cent du PIB. Les recettes des MRE sont devenus une composante de plus en plus importante du compte courant représentant une aide financière cruciale pour les ménages marocains en période de de difficultés. Les recettes brutes des MRE se sont élevées à 8 pour cent du PIB au cours des trois dernières années, contre 5,2 pour cent du PIB avant la pandémie. L'année dernière, ils ont couvert 93 pour cent du déficit commercial, contre 67 pour cent en 2019 (81 pour cent en 2020 et 2021). Selon la base de données KNOMAD de la Banque Mondiale,

GRAPHIQUE 16 • La taille du secteur public a considérablement augmenté depuis la COVID-19...



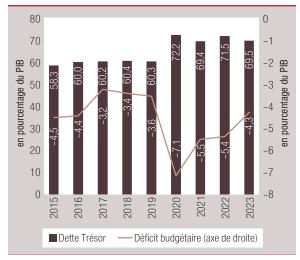
Source: MEF et calculs des services de la Banque mondiale.

le Maroc est devenu le quatorzième plus grand bénéficiaire des recettes MRE en termes absolus (hors pays à revenu élevé) et le onzième pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure avec les plus grands transferts en pourcentage du PIB. L'augmentation des recettes des MRE au Maroc depuis la pandémie a largement dépassé les tendances mondiales (74 pour cent contre une hausse de 18 pour cent).

#### L'orientation macroéconomique a contribué à l'accélération de la croissance économique

La taille du secteur public marocain s'est considérablement accrue après la pandémie, soutenant la demande globale lors des chocs récents. Entre 2019 et 2023, les dépenses de l'administration centrale ont augmenté de 16 pour cent en termes réels, contre une progression de 5,4 pour cent du PIB marocain (graphique 16). En conséquence, la taille relative du Trésor est passée de 23,7 à 27,1 pour cent du PIB. L'investissement public a été particulièrement dynamique après 2021, reflétant en partie les efforts du gouvernement pour faire face à la sécheresse prolongée par le déploiement de nouvelles infrastructures hydrauliques. Contrairement à l'investissement public, la formation brute de capital telle qu'elle ressort des statistiques

GRAPHIQUE 17 • ...mais le dynamisme des recettes maintient le déficit budgétaire en baisse



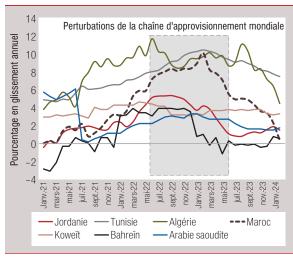
Source: MFF et calculs des services de la Banque mondiale.

des comptes nationaux n'a que légèrement retrouvé ses niveaux d'avant la pandémie. Cela suggère que malgré les objectifs ambitieux fixés par le Nouveau Modèle de Développement, la part du secteur privé dans l'investissement total a diminué davantage ces dernières années, justifiant l'analyse présentée dans le chapitre 3.

La bonne performance des recettes publiques a permis au gouvernement de réduire le déficit budgétaire. Les recettes totales ont augmenté de 12,7 pour cent en termes réels entre 2019 et 2023, ce qui a entraîné une augmentation de leur part dans le PIB, passant de 20,4 pour cent à 22,7 pour cent du PIB. Les recettes fiscales ont contribué à 71 pour cent de cette augmentation des recettes totales, principalement en raison de l'expansion de la collecte de la TVA (+19 pour cent) et de l'impôt sur les sociétés (+21 pour cent). Cela reflète la mise en œuvre en cours de la réforme fiscale, qui a priorisé l'élargissement de l'assiette fiscale et l'élimination de plusieurs distorsions dans la structure de l'impôt sur les sociétés et de la TVA. De plus, l'administration fiscale mène des efforts pour lutter contre la fraude et l'évasion fiscale, dont les résultats commencent à se refléter dans les données. La progression des recettes non fiscales a été encore plus prononcée en termes relatifs (+50 pour cent entre 2019 et 2023), tirée entre autres, par un recours croissant aux opérations de financement innovants, qui depuis 2020



GRAPHIQUE 18 • Le processus de désinflation a été relativement rapide au Maroc...

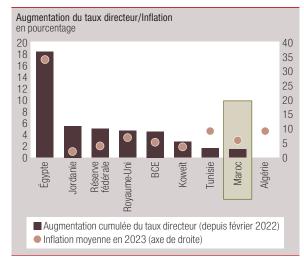


Source: HCP, Haver Analytics et calculs Banque Mondiale.

ont généré un total de 6,2 milliards de dollars pour le trésor. Ces opérations impliquent le transfert d'actifs publics hors du bilan du trésor et ne peuvent donc pas être considérés comme des recettes récurrentes. En outre, le gouvernement continue de collecter des recettes à travers des comptes spéciaux du trésor à des fins spécifiques, comme la réponse au tremblement de terre d'Al Haouz (20 milliards de dirhams collectés en 2023). Dans l'ensemble, cela a permis au gouvernement de réduire progressivement le déficit budgétaire, d'un pic de 7,1 pour cent du PIB au cours de la première année de la pandémie à 4,3 pour cent du PIB en 2023, stabilisant ainsi globalement la dette publique en pourcentage du PIB (graphique 17).

Le processus de désinflation relativement rapide du Maroc confirme l'efficacité de la réponse prudente de Bank Al-Maghrib face à la récente flambée des prix. L'inflation a diminué de près de 10 points de pourcentage entre février 2023 et février 2024. Étant donné que le choc était lié à l'offre, l'atténuation des pressions sur les prix a d'abord été impulsée par l'énergie et les denrées alimentaires, puis s'est progressivement généralisée. En effet, l'inflation sousjacente est passée d'un pic de 8,5 pour cent en février 2023 à 2,4 pour cent en mars 2024 (dernières données disponibles au moment de la rédaction du présent rapport). Il est à noter que la récente baisse de l'inflation a été plus marquée au Maroc que dans la plupart des

GRAPHIQUE 19 • ...malgré un resserrement modeste de la politique monétaire de BAM



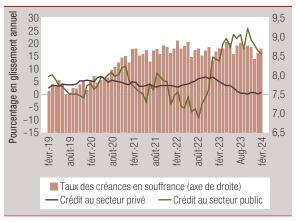
Source: HCP, Haver Analytics et calculs Banque Mondiale.

autres pays de la région MENA (graphique 18). Elle a également été plus rapide que dans les économies avancées, où le choc inflationniste avait une composante tirée par la demande, ce qui n'était pas le cas au Maroc. Cela justifie la décision de BAM d'interrompre le cycle de resserrement de la politique monétaire plus tôt que d'autres pays (graphique 19), ce qui a minimisé les perturbations qu'une hausse plus importante des taux d'intérêt aurait pu avoir sur l'économie nationale. Avec cette rapide atténuation des pressions inflationnistes, le taux directeur du Maroc est récemment redevenu positif si l'on utilise les données annuelles les plus récentes sur l'inflation et il est aussi presque positif si l'on utilise les anticipations d'inflation à trois ans.

#### Mais les entreprises et les ménages marocains peinent à se remettre des chocs récents

Malgré l'amélioration de la conjoncture économique dans sa globalité, plusieurs indicateurs indiquent que les entreprises et les ménages restent sous pression. Le nombre d'insolvabilités d'entreprises est en hausse, ce qui indique qu'un nombre croissant d'entreprises se révèlent incapables de faire face à l'impact cumulé des chocs récents. L'inflation a érodé le revenu disponible réel des ménages et la

GRAPHIQUE 20 • Le crédit au secteur privé a ralenti en 2023...



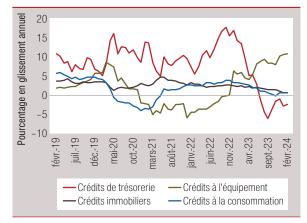
Source: Bank-Al-Maghrib et calculs Banque mondiale.

création d'emplois reste faible. Dans ce contexte, le déploiement en cours du nouveau programme gouvernemental de transferts monétaires ciblés (le programme des aides sociales directes) apportera un soulagement significatif aux ménages.

Le Maroc connaît une forte augmentation des liquidations d'entreprises. Le dernier rapport annuel de l'Observatoire marocain de la très petite, petite et moyenne entreprise (OMTPME) montre une hausse significative du nombre d'entreprises passant par un processus formel de dissolution ces dernières années, de 8,5 pour cent et 28 pour cent en 2021 et 2022 respectivement par rapport aux niveaux d'avant la pandémie. Selon le rapport d'Allianz Trade sur l'insolvabilité dans le monde, cette tendance s'est poursuivie tout au long de 2023, faisant du Maroc l'un des pays enregistrant la plus forte accélération des liquidations d'entreprises parmi ceux inclus dans sa base de données (Allianz Trade, 2024). Il est possible que le ralentissement récent du crédit au secteur privé en 2023 (alors que le crédit au secteur public avait connu une forte expansion) ait contribué à cette tendance (graphique 20). Plus particulièrement, les prêts à court terme sont brusquement passés de taux de croissance à deux chiffres à une contraction prononcée (graphique 21). Si l'on rajoute à cela leurs niveaux de capitalisation structurellement faibles, un nombre croissant d'entreprises n'ont peut-être pas été en mesure de combler les pénuries de liquidités résultant des chocs récents.

Malgré l'accélération de la croissance économique, les performances du marché du tra-

GRAPHIQUE 21 • ...en particulier pour les crédits à court terme



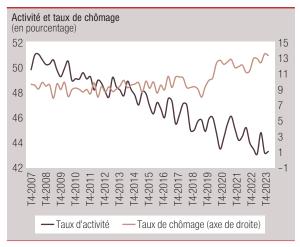
Source: Bank-Al-Maghrib et calculs Banque mondiale.

vail sont restées décevantes en 2023. Même si la valeur ajoutée agricole a augmenté en 2023, les zones rurales ont subi une perte nette d'emplois de 198 000. partiellement compensée par la création de 41 000 emplois dans les zones urbaines. Dans ce contexte, l'inactivité continue d'augmenter au Maroc atteignant 57,4 pour cent au premier trimestre 2024 (53,3 pour cent en 2017) et affectant de manière disproportionnée les femmes (81,7 pour cent) et les jeunes Marocains (78,5 pour cent). Le chômage est également en hausse, atteignant un pic de 13,7 pour cent (17.6 pour cent dans les centres urbains), soit plus de 4 points de pourcentage de plus qu'avant la pandémie. Dans ce contexte, le gouvernement a souligné que la création d'emplois sera une priorité majeure au cours de la seconde moitié de la législature actuelle.

Les tendances à long terme observées sur le marché du travail reflètent l'affaiblissement de la croissance de l'économie marocaine, mais aussi une baisse de son intensité de maind'œuvre. Comme nous le verrons plus en détail au chapitre 3, la croissance du PIB réel a tendance à ralentir depuis le début du siècle, en particulier avec la succession de chocs exogènes qui se sont superposés à la suite de la pandémie de COVID-19. À cela s'ajoute le fait que l'élasticité de l'emploi par rapport à la croissance, qui mesure la réactivité de l'emploi à l'activité économique, a également diminué de manière substantielle (graphique 23). La valeur négative observée en 2023 pour cet indicateur constitue cependant une anomalie évidente dans les séries



GRAPHIQUE 22 • Les indicateurs du marché du travail se sont considérablement détériorés...

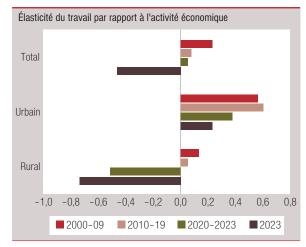


Source: HCP et calculs Banque mondiale.

Note: L'élasticité de l'emploi par rapport à la main-d'œuvre est calculée comme le rapport de la variation en pourcentage de l'emploi total d'une année sur l'autre à la variation en pourcentage du PIB réel au cours de la même période. L'élasticité de l'emploi urbain est déterminée en divisant la variation en pourcentage de l'emploi urbain par la variation en pourcentage du PIB non agricole. De même, l'élasticité de l'emploi rural est calculée en divisant la variation en pourcentage de l'emploi rural par la variation en pourcentage du PIB agricole.

historiques. Cela soulève la question de savoir si un nombre important de répondants aux enquêtes sur le marché du travail (en particulier les travailleurs ruraux non-salariés, qui ont représenté la plupart des pertes d'emploi en 2023) rapportent de manière trompeuse leur véritable situation de travail de peur de perdre leur éligibilité au programme d'assurance maladie non contributif déployé dans le cadre de la réforme en cours. Mais la tendance à long terme observée dans les élasticités de l'emploi suggère également que certaines des activités qui ont tiré la croissance ces dernières années, comme l'agriculture orientée vers l'exportation ou les nouvelles niches industrielles manufacturiers décrites ci-dessus, ont une intensité de main-d'œuvre plus faible que les secteurs traditionnels. Ce processus de transformation structurelle peut également contribuer à expliquer la baisse continue de la participation des femmes au marché du travail. En effet, il est établi que les industries intensives en capital qui stimulent la croissance du secteur manufacturier ont un ratio emploi masculin-féminin plus élevé que les industries traditionnelles sur lesquelles le Maroc avait tendance à se spécialiser par le passé (Acevedo et Robertson, 2023).1

GRAPHIQUE 23 • ...la réactivité de l'emploi à l'activité économique a diminué



Source: HCP et calculs Banque mondiale.

Note: L'élasticité de l'emploi par rapport à la main-d'œuvre est calculée comme le rapport de la variation en pourcentage de l'emploi total d'une année sur l'autre à la variation en pourcentage du PIB réel au cours de la même période. L'élasticité de l'emploi urbain est déterminée en divisant la variation en pourcentage de l'emploi urbain par la variation en pourcentage du PIB non agricole. De même, l'élasticité de l'emploi rural est calculée en divisant la variation en pourcentage de l'emploi rural par la variation en pourcentage du PIB agricole.

Compte tenu de l'impact cumulé des chocs récents sur le bien-être, la consommation par habitant a à peine retrouvé son niveau d'avant la pandémie. La consommation réelle des ménages par habitant a diminué de 6,6 pour cent au cours de la première année de la pandémie et s'est partiellement redressée en 2021. Elle a de nouveau diminué en 2022 (de 1 pour cent), le pouvoir d'achat réel des ménages ayant été affaibli par l'inflation, ne retrouvant ses niveaux avant la pandémie qu'en 2023. Entre 2019 et 2023, la consommation des ménages n'a augmenté que de 0,5 pour cent, contre une croissance cumulée de 6 pour cent au cours des quatre années précédentes (2015–2019). De plus, ces tendances globales ont peu de chances d'être réparties

Bien que se concentrant sur trois pays (la République Arabe d'Égypte, le Maroc et la Tunisie), cette étude offre des leçons plus larges sur la façon de résoudre l'apparent paradoxe selon lequel une plus grande exposition au commerce n'est pas suivie de meilleurs résultats sur le marché du travail dans la région. Elle souligne, entre autres facteurs, comment la segmentation du marché par genre façonne les effets des chocs commerciaux tels que l'augmentation des exportations.

#### ENCADRÉ 3 : RECHERCHES RÉCENTES DE LA BANQUE MONDIALE SUR LA CONFIANCE INSTITUTIONNELLE AU MAROC

Il existe une vaste littérature bien établie sur l'importance de la confiance dans le gouvernement et l'action publique pour le développement économique.<sup>a</sup> Parmi d'autres canaux, des niveaux plus élevés de confiance sont positivement associés à l'investissement privé et à la croissance économique, à la cohésion sociale et au bien-être. La confiance est également au cœur du Nouveau Modèle de Développement (NMD) du Maroc, qui prône de « libérer les énergies et restaurer la confiance pour accélérer la marche vers le progrès et la prospérité pour tous ».

La Banque mondiale a récemment publié une étude sur la confiance au Maroc, basée sur une enquête téléphonique auprès d'environ 6 000 répondants, rendant les données disponibles au public. Certains des principaux enseignements de cette analyse sont les suivants :

- 1. Les niveaux de confiance varient considérablement entre les individus, les hommes et les personnes âgées étant plus susceptibles de faire confiance aux institutions que les femmes et les jeunes citoyens. Les individus à faible et à haut revenu expriment également une plus grande confiance dans les institutions que les citoyens du groupe des revenus moyens.
- 2. Les institutions chargées de veiller à l'ordre public (justice, police, armée) jouissent d'un niveau de confiance supérieur à celles exerçant un pouvoir exécutif ou législatif, une dynamique observée également dans d'autres pays de la région MENA.
- 3. La confiance est corrélée avec les niveaux d'optimisme des citoyens. Les individus ayant une plus grande confiance dans le gouvernement sont plus susceptibles de percevoir qu'ils sont libres et ont le contrôle de leur propre vie, et que leur pays et la société peuvent changer grâce à leurs choix et actions individuels.
- 4. Les individus ayant des niveaux plus élevés de confiance institutionnelle sont plus disposés à payer des impôts redistributifs que les citoyens ayant des niveaux de confiance faibles.
- 5. Des niveaux plus élevés de confiance augmentent la volonté des citoyens de coopérer, facilitant ainsi la mise en œuvre des politiques publiques. Cela a été particulièrement évident pendant la pandémie de COVID-19, car les citoyens qui faisaient confiance au gouvernement étaient plus disposés à se faire vacciner.

de manière homogène entre les niveaux de revenu. En effet, comme indiqué dans les éditions précédentes de ce rapport, étant donné que les produits alimentaires, pour lesquels les pressions sur les prix ont été plus intenses, absorbent une part plus importante des paniers de consommation des ménages pauvres et vulnérables, l'impact négatif du choc a probablement été plus important sur ce groupe.

Le nouveau programme des aides sociales directes du gouvernement s'apprête à apporter un soulagement important aux ménages. Ces nouveaux transferts monétaires ont permis d'augmenter le montant de l'aide financière destinée aux ménages marocains, tout en améliorant le ciblage à travers le Registre Social Unifié et en s'attaquant à la complexité et à la fragmentation des régimes de protection sociale antérieurs. Une fois pleinement déployé en 2026, il accordera des paiements mensuels de 200 dirhams par enfant avec un minimum de 500

dirhams par famille (équivalent de 50 dollars), y compris ceux qui n'ont pas d'enfant. En outre, une somme de 2 000 dirhams (200 dollars) sera décaissée pour la naissance du premier enfant et de 1 000 dirhams pour chaque enfant suivant. Le nouveau régime est relativement généreux puisqu'il étend les prestations aux six premiers déciles de la distribution des revenus. L'aide financière totale mobilisée dans le cadre du nouveau programme devrait apporter un soulagement important pour atténuer l'impact social des chocs récents et futurs. Il devrait donc se traduire par une amélioration significative de la répartition des revenus et des indicateurs de pauvreté. Entre le 2 décembre 2023 et le 31 mars 2024, plus de 3,5 millions de familles ont reçu une aide directe, bénéficiant à près de 5 millions d'enfants et à 1,2 million de bénéficiaires âgés de 60 ans. De plus, au moins 1,4 million de familles sans enfants ont reçu une allocation mensuelle forfaitaire de 500 dirhams.



<sup>&</sup>lt;sup>a</sup> Voir Kumagai and Iorio, 2020 pour une revue de la littérature.

<sup>&</sup>lt;sup>b</sup> https://www.worldbank.org/en/country/morocco/brief/maghreb-technical-notes.

<sup>&</sup>lt;sup>c</sup> https://microdata.worldbank.org/index.php/catalog/6187.

# 2

## PERSPECTIVES ET RISQUES

#### **Perspectives**

L'économie marocaine devrait connaître un ralentissement modéré en 2024 et retrouver une trajectoire de croissance plus dynamique en 2025. La croissance globale du PIB devrait atteindre 2,9 pour cent en 2024, tirée par la contraction attendue du secteur agricole, qui continue de souffrir d'une sécheresse grave et persistante. À l'inverse, le secteur non agricole devrait s'accélérer, soutenu par les bonnes performances du secteur industriel, ainsi que par une reprise de la consommation des ménages et de l'investissement privé. Sous l'hypothèse que la production céréalière retourne à des niveaux normaux au cours des années suivantes. la croissance économique devrait s'accélérer, pour atteindre 4 pour cent en 2025 et 3,6 pour cent en moyenne à moyen terme.

Le secteur agricole devrait se contracter en 2024 en raison de conditions météorologiques défavorables. La saison a commencé par des pluies éparses et sporadiques, suivies de températures exceptionnellement élevées au début de 2024, qui ont gravement affecté les cultures d'automne et d'hiver. Bien que ces derniers mois aient été marqués par une augmentation des précipitations, qui a profité à certaines cultures de printemps, cela n'a pas suffi à compenser la forte baisse de la production céréalière. Les projections tablent désormais sur une récolte inférieure à 40 millions de quintaux pour la saison 2023–24, soit une baisse significative par rapport aux 55 millions de quintaux enregistrés l'année précédente. En conséquence, il est prévu que la valeur ajoutée agricole diminuera de 3,3 pour cent en 2024. Ce ralentissement est susceptible d'avoir une influence sur les revenus et la consommation des ménages ruraux et d'accroître la dépendance du pays vis-à-vis des importations de céréales pour satisfaire la demande locale.

La croissance non agricole devrait se raffermir à 3,7 pour cent en 2024, soutenue par un secteur industriel robuste, qui compense légèrement le ralentissement dans le secteur des services. Les quatre premiers mois de 2024 ont vu les exportations automobiles et aéronautiques progresser à un taux à deux chiffres, une tendance qui devrait se poursuivre tout au long de l'année. Le secteur des phosphates et des engrais devrait également connaître une reprise en 2024, après des performances médiocres en 2023. En outre, une augmentation notable des ventes de ciment -3.5pour cent en glissement annuel sur la période janvier-avril et une forte hausse de 21 pour cent pour le seul mois d'avril - indique un renforcement de l'activité de construction. Cette reprise sera probablement stimulée par les projets liés à la prochaine Coupe d'Afrique des Nations en 2025/2026 et à la Coupe du monde 2030. De plus, le lancement de l'Agence de Développement du Haut Atlas devrait accélérer la reconstruction dans les régions touchées par le tremblement de terre d'Al Haouz en septembre 2023. Bien que la croissance du secteur des services devrait rester forte, elle devrait connaître un léger ralentissement à 3,7 pour cent alors que le secteur du tourisme commence à s'aligner sur sa tendance à long terme.

La demande intérieure devrait se renforcer, tirée par la reprise de la consommation privée et des dépenses d'investissement. Après un ralentissement en 2022 dû aux pressions inflationnistes, la consommation des ménages s'est redressée en 2023. Elle devrait croître de 4 pour cent en 2024, soutenu par la maîtrise de l'inflation, de fortes recettes des MRE et le nouveau programme de transferts monétaires mis en place par le gouvernement. Malgré les fluctuations potentielles à court terme causées par la hausse des prix du gaz butane dans le contexte de la réforme des subventions en cours, l'inflation devrait se stabiliser autour de 2 pour cent. Les investissements directs étrangers (IDE) nets vers le Maroc ont fortement augmenté (+110 pour cent en glissement annuel) entre janvier et mai, un dynamisme qui devrait se poursuivre avec la concrétisation des projets précédemment annoncés (voir encadré 2). Cela devrait contribuer à une reprise de l'investissement privé. Avec l'accélération de la demande intérieure, les exportations nettes devraient avoir une contribution négative à la croissance.

Le déficit du compte courant, qui s'était réduit en 2023, devrait se creuser en 2024. Le compte courant, devrait atteindre 1,5 pour cent du PIB en 2024, contre 0,6 pour cent en 2023, tirée par une reprise de la demande intérieure et une augmentation des importations de céréales. Malgré cela, la bonne tenue des exportations manufacturières et des services, conjuguée aux recettes des MRE, devrait

contribuer à maintenir le déficit du compte courant en dessous de 3 pour cent du PIB à moyen terme. Le déficit devrait être financé par la dette publique à long terme et les recettes d'investissements directs étrangers (IDE). Les réserves de change devraient se stabiliser autour de 5,5 mois d'importations, ce qui permettrait d'amortir considérablement les chocs extérieurs.

Le déficit budgétaire devrait se stabiliser à 4,4 pour cent du PIB, retrouvant ses niveaux avant la pandémie d'ici 2026. La stratégie d'assainissement budgétaire du gouvernement repose sur la mobilisation de recettes fiscales et non fiscales combinée à la maîtrise des dépenses publiques, y compris la suppression progressive des subventions au gaz butane pour financer les nouveaux programmes de transferts monétaires ciblés. Des progrès importants ont été réalisés depuis le lancement de la réforme fiscale en cours en 2021, qui a commencé à standardiser progressivement les taux de l'impôt sur les sociétés, à renforcer l'impôt sur le revenu des personnes physiques et à rationaliser les taux de TVA.2 En outre, le gouvernement prévoit de poursuivre les opérations de financement innovants pour réduire le déficit. Globalement, cette politique budgétaire devrait se traduire par une réduction progressive du déficit budgétaire qui permettrait au ratio d'endettement public de diminuer progressivement au fil du temps et de rester inférieur à 70 pour cent du PIB.

#### Risques

Le marché du travail marocain pourrait rester sous pression, en particulier dans les zones rurales. Comme souligné dans le premier chapitre, ces zones ont connu une baisse notable de l'emploi en 2023, malgré une augmentation de la valeur

La réforme réduit le nombre de taux de TVA, passant des quatre taux actuels (7, 10, 14 et 20 pour cent) à deux (10 et 20 pour cent) sur la période 2024-2026. Elle introduit également une option de retenue à la source et d'auto-déclaration qui permet aux acheteurs de biens et de services de collecter et de payer la TVA des fournisseurs non conformes et non enregistrés, parmi d'autres mesures visant à améliorer la collecte.

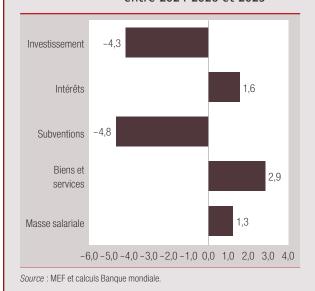
#### ENCADRÉ 4: ORIENTATION À MOYEN TERME DES FINANCES PUBLIQUES DU MAROC

**Cet encadré résume les principales tendances de la programmation budgétaire triennale (2024–2026).** Dans l'ensemble, le budget à moyen terme du gouvernement vise à trouver un équilibre entre le rétablissement des marges budgétaires, le renforcement du filet de sécurité sociale et la mise en œuvre de réformes structurelles majeures. Il vise une réduction du déficit budgétaire à 3 pour cent du PIB en 2026 (proche du déficit moyen des trois années précédant la pandémie) et une réduction du déficit primaire à moins de 1 pour cent du PIB.

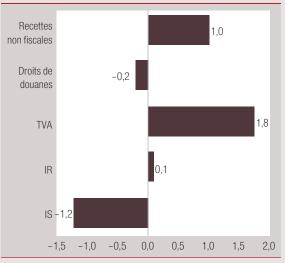
En ce qui concerne les dépenses, le gouvernement réaffecte les subventions au financement du programme des aides sociales directes et entend tirer parti des partenariats public-privé pour réduire les dépenses d'investissement. Des changements importants dans la composition des dépenses publiques sont attendus pour 2024–2026 (graphique 24). Le gouvernement a lancé un nouveau programme d'aides sociales directes coûtant en moyenne 1,6 pour cent du PIB par an. Il sera en partie financé par les économies réalisées grâce à la suppression progressive de certaines subventions déjà entamées (le prix de la bouteille de gaz butane de 12 kg a augmenté de 25 pour cent en mai 2024) et la consolidation des programmes sociaux préexistants. La masse salariale devrait augmenter de 4,5 pour cent par an jusqu'en 2026, mais sa part projetée dans le PIB diminuera légèrement. Les dépenses d'investissement diminueront de 3,3 pour cent par an, les partenariats publique-privé (PPP) devant jouer un rôle croissant dans le financement des projets d'infrastructure et de protection de l'environnement. En conséquence, l'investissement du trésor devrait tomber de 7,7 pour cent à 6,2 pour cent du PIB. Globalement, la croissance des dépenses publiques est limitée à une moyenne de 3,1 pour cent par an au cours des trois prochaines années. Cela réduirait les dépenses du trésor, de 26,9 pour cent du PIB en 2021–2023 à 25,5 pour cent en 2024–2026.

**Du côté des recettes, le gouvernement accélère les réformes fiscales, en mettant l'accent sur les ajustements de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) en 2024.** Les recettes totales en pourcentage du PIB devraient augmenter légèrement, passant de 21,8 pour cent du PIB en 2021–2023 à 22 pour cent en 2024–2026. La réforme fiscale en cours devrait conduire à une augmentation substantielle de la part de la TVA dans les recettes totales, ce qui compensera la réduction des recettes de l'impôt sur les sociétés (IS) résultante des mesures incluses dans la loi de finances 2023 (graphique 25). Les recettes non fiscales reposeront principalement sur les opérations de financements innovants qui devraient mobiliser près de 2,2 pour cent du PIB par an entre 2024 et 2026 (35 milliards de dirhams).

GRAPHIQUE 24 • Variation du poids relatif des composantes des dépenses entre 2024-2026 et 2023



GRAPHIQUE 25 • Variation du poids relatif des composantes des recettes entre 2024-2026 et 2023



Source: MEF et calculs Banque mondiale.

ajoutée agricole au cours de la même période. Cette situation pourrait s'aggraver en 2024, la production agricole étant désormais en baisse. La récente augmentation de l'inactivité et du chômage pourrait être attribuée en partie au fait de rapporter de manière trompeuse la véritable situation de travail. Cela pour-

rait s'expliquer par la réforme en cours de la santé et de la protection sociale, qui pourrait inciter les travailleurs non-salariés à se déclarer inactifs. Il est donc crucial de bien cerner les incitations créées par la réforme pour cette catégorie de travailleurs afin d'éviter des effets indésirables sur le marché du travail.

Les opérations de financement innovants (vente et crédit-bail, sale and lease back en anglais) créent un flux d'obligations de paiement futures de l'État. Les détails de ces transactions ne sont pas rendus publics, mais pourraient entraîner une augmentation des dépenses courantes en raison du paiement des loyers pour les actifs concernés. Ces transactions représentent des recettes non récurrentes et, lorsqu'on évalue les soldes budgétaires structurels, l'idée selon laquelle le déficit budgétaire post-pandémie s'est amélioré devient plus nuancée. Bien que cette approche puisse se justifier au regard de la série de chocs exogènes qu'a subie l'économie marocaine au cours des dernières années et de la nécessité de soutenir l'investissement public, il sera important de continuer à suivre de près comment cet outil est utilisé et son impact, tout en assurant une transparence totale à son sujet. Selon les autorités, les éditions prochaines du document programmation budgétaire triennale (publiées en même temps que la loi de finances) fourniront des informations supplémentaires sur l'impact budgétaire des opérations de financement innovants.

Certains éléments de la réforme en cours du système d'assurance maladie nationale (AMO) génèrent des risques budgétaires qui méritent une attention particulière. C'est le cas notamment du régime déployé pour les travailleurs non-salariés (AMO-TNS), conçu pour être financièrement équilibré sous l'hypothèse que la grande majorité de ces travailleurs cotisent au système et que ses prestations sont proches de celles des employés formels. Jusqu'à présent, une faible part des travailleurs non-salariés s'est inscrite, tandis que ceux qui sont couverts ont des taux de réclamation anormalement élevés, ce qui entraîne un déficit encore gérable, mais qui pourrait augmenter avec le temps.

Après cinq années consécutives de sécheresse, la pénurie d'eau menace de plus en plus l'économie et la société marocaines. Le Maroc a connu des précipitations inférieures à la moyenne depuis 2019, affectant le remplissage des barrages et conduisant à une surexploitation des eaux souterraines. Le gouvernement lutte contre la pénurie d'eau en construisant des infrastructures telles que des stations de dessalement. Les aléas météorologiques peuvent continuer d'exacerber la volatilité de la production agricole (et donc de la croissance globale du PIB), causant des difficultés pour les populations rurales. Des précipitations faibles prolongées pourraient contraindre le gouvernement à imposer de nouvelles restrictions d'eau sur l'irrigation et d'autres secteurs, ce qui pourrait entraver la croissance économique.

TABLEAU 2 • Sélection d'indicateurs économiques au Maroc 19-26

					Estimation		Projection	
	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Économie réelle			(variation annu	elle en pourcer	ntage, sauf indic	cation contraire	)	
PIB réel	2,9	-7,2	8,2	1,5	3,4	2,9	4	3,6
PIB agricole	-5	-8,1	19,5	-11,3	1,4	-3,3	9,5	0,7
PIB non agricole	3,8	-7,1	6,9	3,2	3,6	3,7	3,6	4
Industrie	4,1	-5,2	7,8	-2,7	1,3	3	3,2	3,3
Services	3,9	-7,9	5,7	6,8	4,4	3,7	3,5	4,2
Consommation privée	2,2	-5,6	6,8	0	3,7	4	4,2	3,7
Consommation des administrations publiques	4,8	-0,6	7,2	3	4,1	4,6	4,1	3,6
Formation brute du capital fixe	1,7	-10	7,5	-4	1,9	3,9	4,3	4,5
Exportations, biens et services	5,1	-15	7,9	20,5	8,8	7,6	8,3	8,1
Importations, biens et services	2,1	-11,9	10,4	9,5	7,4	8,2	6,3	7
Taux de chômage (définition de l'OIT, en pourcentage)	9,2	11,9	12,3	11,8	13	-	-	_
Inflation (IPC moyen, en pourcentage)	0,2	0,7	1,4	6,6	6,1	1,5	2,7	2,4
Finances publiques				(en pourcer	ntage du PIB)			
Dépenses	27,4	34,1	31,3	34,1	33	33,1	30,8	29,5
Revenus, y compris les dons	23,8	27	25,8	28,7	28,6	28,6	27	26,3
Solde budgétaire	-3,6	-7,1	-5,5	-5,4	-4,3	-4,4	-3,8	-3,3
Dette du trésor	60,3	72,2	69,4	71,5	69,5	70	68,6	67,2
Balance des paiements			(en pourc	entage du PIB,	sauf indication	contraire)		
Solde du compte courant	-3,4	-1,2	-2,3	-3,6	-0,6	-1,5	-2,8	-2,5
Importations, biens et services	42	38,1	42,4	56,3	51,1	52,2	53,6	53,1
Exportations, biens et services	34,2	30,8	33,2	44,8	42,8	44,4	44,8	45,4
Investissement Direct Net	0,6	0,8	1,1	1,2	0,2	1	1,1	1,2
Avoirs officiels de réserves (milliards de dollars, fin de période)	26,4	36	35,6	32,3	36,3	38,6	39,5	40,4
En mois d'importations	6,9	7,1	5,3	5,4	5,5	5,3	5,4	5,6
Taux de change (moyenne de la période)	9,6	9,5	9	10,2	10,1	_	_	_
Éléments mémo								
PIB nominal (en milliards de dirhams)	1240	1152	1277	1331	1463	1529	1633	1732

Source : Estimations et prévisions de la Banque mondiale ; données récentes du MEF, du HCP et de BAM.

# 3

# LA DYNAMIQUE DU SECTEUR PRIVÉ AU MAROC

omme l'a argumenté Paul Krugman en 1994, « la productivité n'est pas tout, mais à long terme, c'est presque tout. La capacité d'un pays à améliorer son niveau de vie au fil du temps dépend presque entièrement de sa capacité à augmenter sa production par travailleur » (Krugman, 1994). Cette affirmation est étayée par un riche ensemble de contributions empiriques montrant que l'essentiel des différences entre les niveaux de revenu par habitant entre les pays peut être attribué aux écarts de productivité, c'est-à-dire à la quantité de production que les pays produisent avec la même quantité d'intrants.3 En outre, la littérature suggère que l'importance de la productivité en tant que déterminant de la croissance économique augmente avec le niveau de revenu des pays et devient essentielle pour sortir du soi-disant « piège du revenu intermédiaire ». Cela est parfaitement conforme au diagnostic proposé par le Nouveau Modèle de Développement. qui souligne le rôle que la productivité et le dynamisme du secteur privé doivent jouer pour que le Maroc s'engage sur la voie d'une croissance plus robuste. L'analyse présentée dans ce chapitre spécial se concentre sur l'évolution de la productivité au Maroc d'un point de vue macroéconomique et

microéconomique. Elle a été produite en collaboration avec l'Observatoire Marocain de la Très Petite, Petite et Moyenne Entreprise (OMTPME), en exploitant une nouvelle base de données au niveau des entreprises construite à partir de sources administratives. Ce chapitre s'intéresse à certaines des conclusions qui seront incluses dans un rapport plus complet sur la dynamique et la productivité du secteur privé, qui sera publié conjointement par la Banque mondiale et l'OMTPME dans les prochains mois.<sup>4</sup>

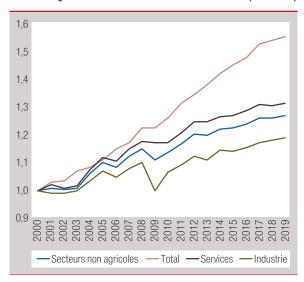
### Tendances globales de la productivité

Cette section utilise deux indicateurs de productivité agrégée (productivité du travail et productivité totale des facteurs) et compare le Maroc avec différents pays de référence. La productivité du

Voir, par exemple, Easterly et Levine (2001), Daude et Fernández-Arias (2010), Bulman, Eden et Nguyen (2017)

Les messages clés présentés ci-dessous sont en accord avec les conclusions d'une publication récente du HCP qui utilise également des données au niveau des entreprises pour analyser la dynamique du secteur industriel (HCP, 2024).

### GRAPHIQUE 26 • Productivité du travail (2000=1)

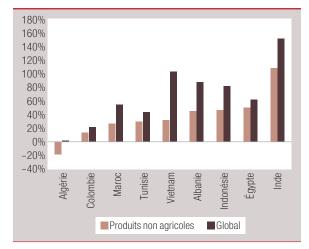


Source : Calculs Banque Mondiale à partir des Indicateurs du Développement Monde (WDI).

travail mesure la production par unité de travail apportée (valeur ajoutée par travailleur). Elle se concentre donc spécifiquement sur la contribution du travail à la production, contrairement à la productivité totale des facteurs (PTF) qui capture l'efficience globale de tous les intrants utilisés dans le processus de production.<sup>5</sup> Nous comparons le Maroc à des pairs structurels d'Afrique du Nord (Algérie, Tunisie et Egypte) et à deux catégories de pairs ambitieux sélectionnés sur la base des objectifs du Nouveau Modèle de Développement : (i) l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine et la Colombie, pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (Upper Middle Income) qui ont actuellement un niveau de revenu par habitant deux fois supérieur à celui du Maroc (cible phare du NMD) ; ii) l'Inde, l'Indonésie et le Viet Nam, des pays à forte croissance qui ont réussi à doubler leur revenu par habitant au XXIe siècle.

Bien que la productivité totale du travail ait augmenté de manière significative depuis le début du siècle, celle des secteurs non agricoles de l'économie a pris du retard. La valeur ajoutée totale par travailleur a augmenté de 55,7 pour cent entre 2000 et 2019.<sup>6</sup> Une partie importante de cette augmentation est due à l'évolution de la productivité du travail dans le secteur agricole, qui a augmenté de 152 pour cent. En revanche, avec une croissance cumulée de 31,7 et 19,2 pour cent respectivement au cours de cette période, la productivité du travail a été beaucoup

GRAPHIQUE 27 • Croissance cumulée de la productivité du travail (2000-2019)



Source : Calculs Banque Mondiale à partir des Indicateurs du Développement Monde (WDI).

moins dynamique dans les services et l'industrie manufacturière (graphique 26). En effet, parmi les pays de référence considérés dans cet exercice, la croissance de la productivité du travail non agricole au Maroc ne se compare favorablement qu'à celle de l'Algérie et de la Colombie (Graphique 27). Le taux de croissance cumulé de la productivité du travail non agricole en Inde a quadruplé celui du Maroc entre 2000 et 2019, et celui de l'Indonésie était presque deux fois plus élevé.

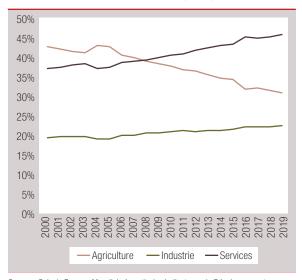
Il est essentiel d'accélérer la transformation structurelle de l'économie pour accroître la productivité du travail. Malgré une croissance plus lente au cours des dernières décennies, la valeur ajoutée par travailleur dans le secteur manufacturier et celui des services reste près de trois fois supérieure à celle de l'agriculture. Par conséquent, la réallocation de la main-d'œuvre au détriment de l'agriculture,



La PTF est calculée en référence à une fonction de production comme un « résidu de Solow », c'est-à-dire la partie de la croissance de la production qui ne peut pas s'expliquer par une utilisation accrue des intrants (travail et capital).

Ce chapitre se concentre principalement sur la période précédant la COVID-19, étant donné que les chocs qui ont éclaté ces dernières années et la réponse politique qui s'en est suivie ont entraîné d'importantes fluctuations macroéconomiques qui rendent plus difficile l'identification des tendances structurelles.

GRAPHIQUE 28 • Part de l'emploi par secteur

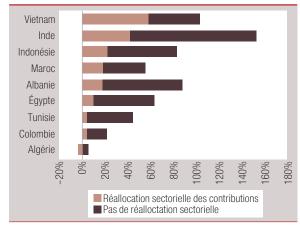


Source : Calculs Banque Mondiale à partir des Indicateurs du Développement Monde (WDI).

un processus connu sous le nom de transformation structurelle, améliore considérablement la productivité au niveau global. Entre 2000 et 2019, la part des travailleurs marocains dans l'agriculture a diminué de 11,5 points de pourcentage, tandis que celle de l'industrie a augmenté de 3 points de pourcentage et celle des services de 8,4 points de pourcentage (graphique 28).7 Cette réallocation sectorielle des travailleurs a augmenté la productivité du travail de 18,4 pour cent entre 2000 et 2019, tandis que la croissance de la productivité intra sectorielle a augmenté la productivité totale de 37,3 pour cent au cours de la même période. La contribution de la transformation structurelle à la croissance de la productivité totale a été plus faible au Maroc que dans les trois pays pairs à forte croissance (Graphique 29). Cela suggère que le Maroc devrait approfondir davantage le processus de transformation structurelle pour obtenir l'accélération de la croissance envisagée par le NMD.

Les gains d'efficience dans l'utilisation des facteurs de production (PTF) ont eu une contribution relativement modeste à la croissance économique au Maroc. Plus des deux tiers de l'expansion du PIB au cours des deux dernières décennies s'expliquent par l'accumulation de capital fixe, reflétant un effort d'investissement important et soutenu mené principalement par le secteur public (graphique 30). La PTF a ajouté en moyenne 0,7 point

GRAPHIQUE 29 • Contribution de la réallocation sectorielle à la croissance de la productivité du travail (2000-2019)



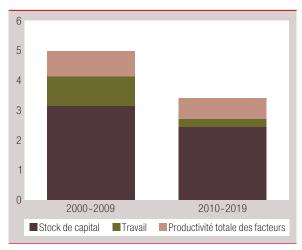
Source: Calculs Banque Mondiale à partir des Indicateurs du Développement Monde (WDI).

de pourcentage à la croissance économique par an entre 2000 et 2019, soit le cinquième de la contribution de l'accumulation du capital au cours de cette période. La contribution de la main-d'œuvre à la croissance économique a été faible et en déclin (à peine 0,2 point de pourcentage par an en moyenne dans les années 2010). Une question cruciale pour le Maroc est de savoir pourquoi, la transition démographique en cours, au lieu de stimuler la croissance économique, se traduit par une baisse progressive du taux de participation au marché du travail, principal facteur d'exclusion économique des femmes et des jeunes.

La contribution de la PTF à la croissance économique a été plus faible au Maroc que dans d'autres pays qui ont réussi récemment à doubler le revenu par habitant dans un délai comparable à celui envisagé par le NMD. Les gains d'efficience dans l'utilisation des facteurs de production ont eu une contribution plus élevée à la croissance au Maroc que chez les pairs régionaux d'Afrique du Nord et dans la plupart des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure retenus pour cet exercice (graphique 31). Toutefois, elle a été nettement inférieure à celle des

Toutefois, à 31,5 pour cent, la part de l'emploi dans le secteur agricole reste relativement élevée au Maroc, seulement dépassé par l'Inde et l'Albanie parmi les pays considérés comme pairs.

GRAPHIQUE 30 • Contribution moyenne à la croissance du PIB



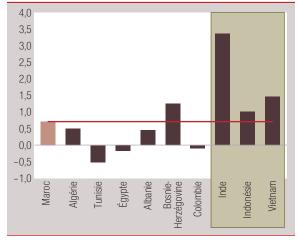
Source: Calculs Banque Mondiale

trois pays à forte croissance : la PTF a contribué en moyenne à 3,5 points de pourcentage par an en Inde, 1,5 point de pourcentage au Vietnam et 1,1 point de pourcentage en Indonésie. Il est important de noter que ces pays ont non seulement réussi à doubler leur revenu par habitant au XXI siècle, mais qu'ils font également partie des économies qui ont soutenu un effort d'investissement comparable à celui du Maroc en pourcentage du PIB. Une autre question pertinente est donc de savoir pourquoi un niveau aussi élevé de formation de capital s'est traduit par une croissance de la productivité plus faible au Maroc que dans ces pays. Cela peut s'expliquer par le fait qu'une grande partie de cet effort d'investissement a été prise en charge par le secteur public plutôt que par le secteur privé. Mais dans ce cas, la question logique qui se pose est de savoir pourquoi l'amélioration notable des infrastructures marocaines résultant de la formation de capital public n'a pas attiré davantage d'investissements privés. Pour éclairer cette question importante, une analyse plus fine des contraintes auxquelles est confronté le secteur privé marocain est nécessaire.

### Facteurs microéconomiques de la productivité dans le secteur privé formel au Maroc

Il est essentiel d'examiner la dynamique du secteur privé pour mieux comprendre les tendances

GRAPHIQUE 31 • Contribution de la PTF à la croissance (2000-2019)



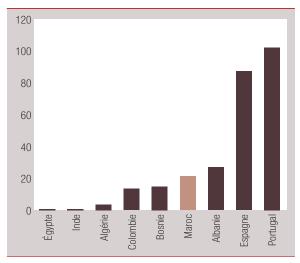
Source: Calculs Banque Mondiale.

de la productivité globale. C'est la raison pour laquelle les données au niveau microéconomique sont de plus en plus utilisées, tant dans les économies avancées que dans un nombre croissant des économies émergentes pour informer des politiques visant à améliorer la performance du secteur privé. Parmi les messages les plus importants issus de cette littérature (y compris le prochain Rapport sur le développement mondial de la Banque mondiale) est qu'un environnement des affaires dynamique, où des entreprises innovantes peuvent entrer sur les marchés et croître jusqu'à potentiellement défier les grandes entreprises en place est crucial pour surmonter le piège du revenu intermédiaire. La littérature a également mis l'accent sur l'importance de la réallocation des ressources des entreprises moins productives vers les entreprises plus productives en tant que moteur essentiel de la croissance de la productivité globale (Hsieh et Klenow, 2009). Cette section exploite la base de données de l'OTPME au niveau des entreprises pour analyser le rôle que la croissance et la réallocation des entreprises ont joué dans le secteur privé formel du Maroc. Il se concentre sur la période 2016-2019, étant donné que la pandémie et les mesures extraordinaires adoptées pour y faire face rendent l'interprétation des résultats pour 2020-2022 beaucoup plus difficile.

La grande majorité des entreprises marocaines restent de petite taille. En 2019, les entre-



GRAPHIQUE 32 • Densité comparative des entreprises (nombre de SARL par 1 000 habitants ; 2019)

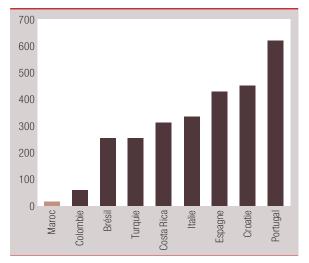


Source : Calculs Banque Mondiale et de l'OMTPME à partir des données administratives des entreprises marocaines ; Base de données de la Banque mondiale sur l'entrepreneuriat ; OCDE.

prises dont le chiffre d'affaires est compris entre 0 et 1 million de dirhams (micro-entreprises) représentaient 84,4 pour cent de l'ensemble des entreprises marocaines, suivies de 7,5 pour cent pour les entreprises dont le chiffre d'affaires se situe entre 1 et 3 millions de dirhams. Les moyennes et grandes entreprises représentent respectivement 0,6 pour cent et 0,3 pour cent de l'ensemble des entreprises. Plus de 80 pour cent des entreprises emploient moins de 10 employés, même après 10 ans d'activité.

La densité des entreprises formelles a considérablement augmenté au Maroc, mais cela est dû en partie à une prolifération d'entreprises inactives. Le nombre de sociétés à responsabilité limitée pour mille habitants (une mesure de la densité d'entreprises) a quadruplé depuis 2006. À 21,8, ce chiffre est favorablement comparable avec tous les pays considérés comme pairs, à l'exception de l'Albanie (graphique 32), bien qu'il reste nettement inférieur à celui des économies avancées (88 en Espagne et 103 au Portugal). Cette augmentation de la densité d'entreprises s'explique par un nombre élevé de nouvelles entreprises créées chaque année, mais aussi par un taux de sortie de jure étonnamment faible, c'est-à-dire la part des entreprises qui se dissolvent formellement chaque année. Cependant, le secteur privé marocain se caractérise par une prolifération

GRAPHIQUE 33 • Densité d'entreprises à forte croissance (nombre d'EFC par million d'habitants)

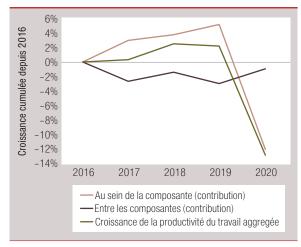


Source : Calculs Banque Mondiale et de l'OMTPME à partir des données administratives des entreprises marocaines ; Base de données de la Banque mondiale sur l'entrepreneuriat ; OCDE.

d'entreprises inactives, ce qui se traduit par un taux de sortie de facto élevé : en 2019 (dernière année avant la pandémie), 7,9 pour cent des entreprises formelles constituées en société qui étaient en activité en 2018 avaient cessé de fonctionner sans avoir officiellement mis fin à leur activité. Dans ce contexte, l'évolution positive de la densité d'entreprises doit être interprétée avec prudence.

Les entreprises marocaines peinent à se développer, ce qui explique en partie le déficit d'emplois formels du pays. Les estimations effectuées à partir des données de l'OMTPME suggèrent que les entreprises marocaines survivant jusqu'à 15 ans ne sont que 24,5 pour cent plus grandes (en termes de main-d'œuvre) que leur taille moyenne à l'âge d'un an. Au Vietnam, on estime que la taille moyenne de cette même cohorte d'entreprises a augmenté de 65 pour cent. En outre, la densité des entreprises à forte croissance (EFC) dans l'économie (définies comme des entreprises comptant au moins 10 employés qui parviennent à augmenter leurs effectifs de 10 pour cent ou plus sur une période de trois ans) est comparativement très faible (graphique 33). Cela s'explique en partie par le nombre réduit d'entreprises parvenant à atteindre 10 employés, ce qui témoigne du développement limité que les microentreprises marocaines parviennent à maintenir dans

GRAPHIQUE 34 • Une allocation inefficiente ralentit la croissance de la productivité...

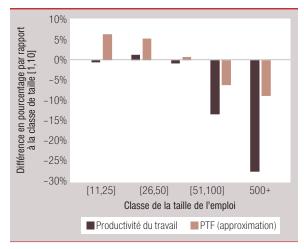


Source : Calculs Banque Mondiale et de l'OMTPME à partir des données administratives des entreprises marocaines.

le temps. En outre, les EFC marocaines sont relativement petites et concentrées dans des secteurs à faible qualification tels que la construction, avec une empreinte limitée dans des activités à plus forte valeur ajoutée telles que le secteur des technologies de l'information et de la communication. La faiblesse de ce segment du secteur des entreprises marocaines pourrait donc être un facteur important pour expliquer le nombre insuffisant d'emplois formels créés par l'économie au cours des dernières décennies, et donc son incapacité à absorber une main-d'œuvre qui continue de croître à un rythme considérable en raison de la transition démographique en cours.

Les performances récentes du secteur privé formel en matière de productivité ont stagné en raison de la détérioration de l'efficience allocative. Entre 2016 et 2019, la productivité du travail dans le secteur des entreprises a augmenté de 2,2 pour cent, ce qui est inférieur à la croissance de la productivité du travail dans le reste de l'économie, qui a connu une augmentation de 5 pour cent sur la même période. Cette croissance modérée de la productivité pourrait en partie refléter l'expansion progressive du secteur formel par le biais de la formalisation progressive d'entreprises moins productives, ce qui est une évolution positive. Cependant, cela reflète également une détérioration de l'efficience allocative. La croissance globale de la productivité peut être décomposée de la manière

GRAPHIQUE 35 • ...les grandes entreprises ont tendance à être moins productives



Source : Calculs Banque Mondiale et de l'OMTPME à partir des données administratives des entreprises marocaines.

suivante : i) une composante « intra-entreprise » qui mesure si les entreprises formelles utilisent plus efficacement les facteurs de production en moyenne ; ii) une composante « inter-entreprises » qui mesure si la main-d'œuvre est réaffectée au profit d'entreprises plus productives. L'indicateur « intra-entreprise » de la croissance de la productivité obtenu à partir de cette décomposition était positif dans les années qui ont précédé le choc de la COVID-19, ce qui suggère qu'une amélioration moyenne de l'efficience productive a eu lieu au cours de cette période au sein de l'entreprise. En revanche, la mesure de la croissance de la productivité « inter-entreprises » était négative, ce qui implique que, toutes choses étant égales par ailleurs, les entreprises moins productives ont connu une expansion plus rapide (en termes de taille de leur effectif) que les entreprises plus productives. En d'autres termes, l'efficience allocative du secteur privé formel marocain avait tendance à se détériorer avant la pandémie, ce qui explique l'évolution médiocre de la productivité globale.

Les marchés marocains ne semblent pas récompenser les entreprises les plus productives. Les données montrent que les grandes entreprises marocaines — mesurées par la taille de leur effectif — ont tendance à être moins productives que leurs homologues plus petites, tandis que les entreprises de taille moyenne sont les plus productives (graphique 35). Ces résultats suggèrent qu'une fois que les entreprises



marocaines atteignent une certaine taille, la productivité commence à perdre de son importance en tant que déterminant de leur capacité future à continuer de croître, une caractéristique du secteur privé formel qui contribue probablement à expliquer le problème d'allocation inefficiente décrit ci-dessus.

### Incidences sur les politiques

Il est essentiel de lever les goulots d'étranglement qui expliquent la dynamique de productivité du secteur privé formel pour accélérer la croissance économique et la création d'emplois au Maroc. Cela nécessiterait une réponse politique visant à s'attaquer aux causes qui sont à l'origine des inefficiences dans l'allocation des ressources qui caractérisent le secteur privé formel. Parmi les domaines d'action qui pourraient expliquer ces tendances de la productivité, les suivants se démarquent particulièrement : i) les lacunes de l'environnement concurrentiel peuvent permettre aux entreprises en place de s'appuyer sur leur pouvoir de marché plutôt que sur les gains d'efficience pour survivre et se développer ; ii) une possibilité connexe est que l'existence de défaillances réglementaires puisse perturber les capacités et les incitations des entreprises, empêchant leur entrée sur les marchés et leur capacité à maintenir la croissance grâce à des investissements en efficience, et entravant le processus de «destruction créatrice» qui se produit par le retrait en douceur des entreprises non viables ; iii) la concurrence informelle et un accès inégal aux intrants clés tels que le financement, les services numériques ou les travailleurs qualifiés peuvent affecter de manière disproportionnée les petites entreprises, limitant l'expansion des entreprises à forte croissance potentielle.

Le Maroc commence à faire des progrès substantiels dans la lutte contre les pratiques anticoncurrentielles. À la suite de l'opérationnalisation du Conseil de la concurrence en 2018 et de la modification de la loi sur la concurrence à la mi-2023, une enquête majeure a été conclue en novembre 2023 sur neuf distributeurs de carburants et leur association professionnelle. En conséquence, ces entreprises ont convenu d'un règlement volontaire d'un montant de

1,84 milliard de dirhams pour pratiques anticoncurrentielles en matière de prix, et d'autres engagements visant à prévenir toute collusion future. Le Conseil de la concurrence a également renforcé ses capacités institutionnelles et intensifié d'autres activités, notamment l'examen de plus de 300 fusions, l'émission d'avis sur des projets de réglementation ou la préparation d'études sur l'état des pratiques anticoncurrentielles dans des secteurs clés de l'économie. Cela témoigne de la volonté des autorités de promouvoir une plus grande concurrence sur le marché. En outre, la réforme des entreprises publiques en cours de mise en œuvre avec la création de l'Agence Nationale de Gestion Stratégique des Participations de l'État devrait renforcer la neutralité concurrentielle des entreprises publiques commerciales sur les marchés où elles opèrent. Cela nécessitera, entre autres, des normes plus strictes pour limiter la subvention croisée entre leurs activités commerciales et non commerciales.

Cependant, il reste encore à faire pour assurer l'équité entre tous les acteurs du marché. Les politiques publiques du Maroc ont permis de promouvoir et de soutenir avec succès les IDE et les projets d'investissement de grande envergure au cours des dernières années, comme en témoignent les statistiques présentées dans l'encadré 2. Cependant, ce chapitre spécial suggère que les petites entreprises ont eu moins de succès, qui ont peut-être été désavantagées sur le plan concurrentiel par l'émergence de grands « champions » sectoriels (IFC, 2019). Pour garantir davantage d'équité, il est nécessaire de veiller à ce que les mécanismes de soutien aux entreprises mis en place par l'État marocain n'exacerbent pas les dynamiques divergentes observées qui caractérisent différents segments du secteur privé, tout en créant les conditions nécessaires à l'émergence et à la prospérité d'entreprises à forte croissance. Une revue approfondie de la réglementation du marché des produits et des programmes gouvernementaux existants pour le soutien aux PME permettrait d'identifier et de corriger les contraintes et les facteurs dissuasifs spécifiques auxquels ces entreprises sont confrontées tout au long de leur cycle de vie.

La réforme fiscale en cours corrige certaines des distorsions qui ont pu décourager la croissance des entreprises, et une analyse plus approfondie serait nécessaire pour évaluer l'impact des incitations fiscales existantes (et futures). Dans les années 2010, le Maroc a réformé son système d'impôt sur les sociétés (IS), en introduisant un taux marginal qui augmentait avec les bénéfices nets des entreprises. Ce système progressif de l'impôt sur les sociétés a peut-être créé une désincitation pour les petites entreprises à croître, ce qui explique notamment pourquoi la réforme fiscale en cours vise à converger vers un taux uniforme de 20 pour cent d'ici 2026. En outre, la loi-cadre relative à la réforme a pour objectif de rationaliser les incitations fiscales ou les dépenses fiscales. Ce processus devrait inclure une évaluation visant à déterminer si les programmes qui ont bénéficié aux entreprises formelles marocaines (générant des dépenses fiscales d'environ 1,5 pour cent du PIB en 2022) créent des incitations qui ont contribué au problème d'allocation inefficiente décrite ci-dessus, comme cela s'est avéré être le cas dans d'autres économies.8

Le secteur privé marocain considère que la concurrence du secteur informel est une contrainte majeure pour ses activités, ce qui peut affecter de manière disproportionnée les petites entreprises. Le secteur informel emploie près de 77 pour cent de la population active et serait à l'origine de près d'un tiers du PIB.9 Selon l'enquête auprès des entreprises, 47 pour cent des entreprises marocaines sont confrontées à une concurrence informelle, et plus de 40 pour cent ont le sentiment que ce type de concurrence affecte leurs activités. Il existe de nombreuses données empiriques sur l'impact que la concurrence informelle peut avoir sur les résultats des entreprises formelles.<sup>10</sup> En outre, plusieurs études ont montré que les petites entreprises sont plus susceptibles d'être confrontées à une concurrence informelle, ce qui limite leur potentiel de croissance.<sup>11</sup> Cela implique que la lutte contre l'informalité peut également être importante pour augmenter la productivité et donc la croissance économique. Les autorités marocaines sont actuellement engagées dans diverses réformes profondes qui devraient contribuer à la formalisation de l'économie, notamment la réforme de la santé et de la protection sociale et la réforme fiscale. Un important effet secondaire de ces réformes

pourrait être une accélération de la croissance de la productivité, surtout si elles parviennent à intégrer le sous-ensemble d'acteurs économiques qui restent opportunément informels mais auraient le potentiel de survivre dans le secteur formel. En revanche, la formalisation des entrepreneurs informels de subsistance est susceptible d'avoir moins d'impact sur la productivité, étant donné le faible potentiel de croissance et la faible probabilité de survie de ces entreprises.

Le manque d'accès à des ressources productives essentielles est une autre contrainte susceptible de ralentir la croissance des entreprises marocaines. Bien que le Maroc dispose d'un système financier relativement développé, 12 l'accès au crédit est asymétrique, avec plus de contraintes pour les petites et les jeunes entreprises.<sup>13</sup> Les données montrent également que les entreprises les plus productives ne sont pas plus susceptibles d'accéder au crédit que les entreprises moins productives, ce qui implique que l'intermédiation financière peut contribuer au problème d'allocation inefficiente décrite ci-dessus. Ces tendances suggèrent que les différents programmes déployés par les autorités marocaines pour soutenir les PME, qui ont mis un accent particulier sur l'accès aux sources extérieures de financement

<sup>&</sup>lt;sup>8</sup> Voir, par exemple, Benedeck et al. (2019).

<sup>&</sup>lt;sup>9</sup> Voir Elgin et coll., 2021; Lahlou, Doghmi et Schneider, 2020.

<sup>10</sup> En utilisant les données d'enquêtes menées auprès des entreprises pour un large éventail de pays, Amin, Ohnsorge et Okou (2019) constatent que la productivité moyenne du travail des entreprises confrontées à la concurrence du secteur informel est inférieure de 25 pour cent à celle des entreprises qui n>en ont pas.

<sup>&</sup>lt;sup>11</sup> Voir Lamanna et Gonzalez (2017) et Amin (2021).

Le crédit au secteur privé s'est élevé à 61.8 pour cent du PIB en 2022, une part supérieure à celle de tous les pays comparables considérés, à l'exception du Vietnam.

Entre 2016 et 2019, seulement 16 pour cent des entreprises comptant moins de 4 employés et 50 pour cent des entreprises comptant entre 4 et 10 employés avaient un contrat de crédit actif avec une institution financière, contre 70 pour cent des entreprises comptant au moins 50 employés. Le taux d'utilisation du crédit financier augmente également avec l'âge, 59 pour cent des entreprises de plus de 10 ans ayant un programme de crédit actif, contre 31 pour cent des entreprises de 2 à 5 ans.

à travers les garanties de crédit et les prêts directs, peuvent nécessiter une évaluation et éventuellement un ajustement. L'accélération de l'opérationnalisation des réformes récentes telles que le déploiement d'un registre national des garanties mobilières ou l'extension des données utilisées par les bureaux de crédit peut également être nécessaire pour résoudre les problèmes d'asymétrie de l'information qui sont susceptibles d'expliquer la réticence des banques à prêter aux petites et jeunes entreprises, résolvant ainsi

le problème d'allocation inefficiente des crédits. En outre, des enquêtes récentes montrent qu'en dépit de l'amélioration marquée du profil éducatif de la jeunesse marocaine, les entreprises continuent de percevoir l'accès aux compétences comme une contrainte importante pour leurs activités. Il est donc crucial de remédier à cette inadéquation des compétences. Enfin, le manque d'accès à des services numériques abordables pourrait constituer un autre obstacle, en particulier pour les petites entreprises.

# RÉFÉRENCES

- Allianz Trade. 2024. Rapport sur l'insolvabilité dans le monde : confrontation avec la réalité.
- Amin, Mohammad, Ohnsorge, Franziska et Okou, Cedric. 2019. « Casting a Shadow : Productivity of Formal Firms and Informality », Série de documents de travail consacrés à la recherche sur les politiques n° 8945, Banque mondiale.
- Amin, Mohammad. 2023. « Does Competition from informal firms hurt job creation by formal manufacturing SMEs in developing and emerging countries? Evidence using firm-level survey data », Small Business Economics, Springer, vol. 60(4), pages 1659–1681, avril.
- Benedek, Dora, Nina Budina, Pragyan Deb, Borja García, Sergejs Saksonov et Anna Shabunina - 2017. « Le bon type d'aide ? Tax Incentives for Staying Small ». Document de travail du FMI WP/17/139
- Agustin Benetrix, Hayley Pallan et Ugo Panizza. 2023. « Le lien insaisissable entre IDE et croissance économique ». Policy Research Working Paper Series 10422. Banque mondiale.
- Bulman, David, Maya Eden et Ha Nguyen. 2017. « Transitioning from low-income growth to high-income growth: is there a middle-income

- trap ? ». Journal of the Asia Pacific Economy, vol. 22,  $n^{\circ}$  1, 5–28
- Daude, Christian et Eduardo Fernández-Arias. 2010.

  « Sur le rôle de la productivité et de l'accumulation des facteurs dans le développement économique en Amérique latine ». Série Documents de travail de la BID No. BID-WP-155
- Easterly, William et Ross Levine. 2001. « Ce n'est pas une accumulation de facteurs : faits stylisés et modèles de croissance ». Revue économique de la Banque mondiale, vol. 15, n° 2, 177–219
- Elgin, C., M. A. Kose, F. Ohnsorge et S. Yu. 2021. «
  Understanding Informality. » Discussion Paper
  16479, Center for Economic Policy Research,
  Londres, Royaume-Uni.
- Grover Goswami, Arti ; Medvedev, Denis. 2019. High-Growth Firms : Facts, Fiction, and Policy Options for Emerging Economies. © Washington: Banque mondiale. http://hdl.handle.net/10986/30800
- Hidalgo C. A. et Ricardo Hausmann, 2009. « The Building Blocks of Economic Complexity », CID Working Papers 186, Center for International Development de l'Université Harvard.
- Hsieh, Chang-Tai et Peter K. Klenow. 2019. « Misallocation and Manufacturing TFP in

- China and India ». Revue trimestrielle d'économie. Vol. CXXIV, numéro 4.
- Société financière internationale. 2019. Créer des marchés au Maroc. Une deuxième génération de réformes : stimuler la croissance du secteur privé, créer des emplois et améliorer les compétences. Publications de la Banque mondiale Rapports 32402, Groupe de la Banque mondiale.
- Krugman, Paul. 1994. L'âge des attentes diminuées : la politique économique des États-Unis dans les années 1990 Éditeur : MIT Press, 1994
- Lamanna, Francesca et Gonzalez, Alvaro. 2007. Qui craint la concurrence des entreprises informelles ? Evidence from Latin America (1er août

- 2007). Document de travail de recherche sur les politiques n° 4316 de la Banque mondiale, disponible sur SSRN : https://ssrn.com/abstract=1007349
- Lahlou, Kamal, Doghmi, Hicham et Schneider, Friedrich, 2020. « The Size and Development of the Shadow Economy in Morocco », Document de travail 2020–3, Bank Al-Maghrib, Département de la Recherche.
- Lopez-Acevedo et R. Robertson (éd.). 2023. Exports to Improve Labor Markets in the Middle East and North Africa. Banque mondiale, Rapport sur le développement au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

# QUELQUES PUBLICATIONS RÉCENTES DE LA BANQUE MONDIALE SUR LE MAROC

Strengthening Institutional Trust in Morocco Through Public Policy	November 2023	Maghreb Technical Note/Number 9
Morocco Country Climate and Development Report	October 2022	CCDR
Trends and Determinants of Female Labor Force Participation in Morocco: An Initial Exploratory Analysis	March 2021	Policy Research Working Paper
Female Labor Force Participation in Morocco: Constraints and Policy Actions	November 2023	World Bank Report
Tracking Economic Activity in Response to the COVID-19 Crisis Using Nighttime Lights — The Case of Morocco	February 2021	Policy Research Working Paper
Morocco's Jobs Landscape	March 2021	Publication
Once NEET, Always NEET? A Synthetic Panel Approach to Analyze the Moroccan Labor Market	May 2020	Policy Research Working Paper
Morocco Economic Update - Spring 2020	April 2020	Brief
Water Scarcity in Morocco: Analysis of Key Water Challenges	Jan. 2020	Report
Morocco - Supporting the Design of Performance-Based Contracts to Improve Results in Education	Dec. 2019	Brief
Polarization and Its Discontents: Morocco before and after the Arab Spring	Oct. 2019	Policy Research Working Paper
Doing Business 2020: Comparing Business Regulation in 190 Economies - Economy Profile of Morocco	Oct. 2019	Doing Business
Morocco Economic Update - Fall 2019	Oct. 2019	Brief
The Moroccan New Keynesian Phillips Curve: A Structural Econometric Analysis	Sept. 2019	Policy Research Working Paper
Lessons from Power Sector Reforms: The Case of Morocco	August 2019	Policy Research Working Paper
Leveraging Urbanization to Promote a New Growth Model While Reducing Territorial Disparities in Morocco: Urban and Regional Development Policy Note	June 2019	Publication
Morocco: Systematic Country Diagnostic (قيبرع ل , English, French)	June 2019	SCD
Creating Markets in Morocco a Second Generation of Reforms: Boosting Private Sector Growth, Job Creation and Skills Upgrading	June 2019	CPSD
Morocco's Growth and Employment Prospects: Public Policies to Avoid the Middle-Income Trap	March 2019	Policy Research Working Paper

# RÉSUMÉ DES CHAPITRES SPÉCIAUX DES DERNIERS RAPPORTS DE SUIVI DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE

# MEU, automne 2023 : « De la résilience à la prospérité partagée »

Le chapitre spécial du rapport de suivi de la situation économique de l'automne 2023 analyse les causes des taux élevés d'inactivité féminine au Maroc d'un point de vue comparatif. La faiblesse et le déclin de la participation des femmes au Maroc constituent un potentiel inexploité et un obstacle majeur à la relance de la production et de la croissance potentielles. Les simulations de la Banque mondiale montrent que la réalisation des objectifs du Nouveau modèle de développement d'un taux de participation des femmes au marché du travail de 45 pour cent pourrait accroître la croissance de près d'un point de pourcentage par an et réduire les inégalités de 1 à 2 points de Gini. De plus, l'augmentation de l'autonomie économique des femmes aura des effets d'entraînement plus larges, tels qu'un investissement accru dans le capital humain pour les enfants d'aujourd'hui.

## MEU, automne 2022 : « Le Maroc face aux chocs de l'offre »

Le chapitre spécial du rapport de suivi de la situation économique de l'automne 2022 analyse l'impact de la poussée inflationniste sur la répartition des revenus. Il montre que l'inflation est nettement plus élevée pour les ménages les plus pauvres en raison du poids plus important des produits alimentaires dans leur panier de consommation. Les subventions aux prix existantes ont quelque peu atténué l'impact de l'inflation sur la pauvreté et la vulnérabilité. Cependant, une part disproportionnée des ressources publiques nécessaires pour soutenir les programmes non ciblés de subvention des prix du Maroc finit par aller aux ménages les plus riches, qui, en termes absolus, consomment davantage de biens subventionnés. À l'avenir, un programme de transferts monétaires bien ciblé constituerait un outil plus efficace et efficient pour atténuer l'impact du choc sur les ménages pauvres et vulnérables. Cette analyse a également souligné l'importance de calculer des indicateurs de prix à haute fréquence au niveau local pour améliorer la mesure et le suivi de la pauvreté et de la vulnérabilité.

